

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur  
 REDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60  
 Départements. 18 36 72  
 Union Postale. 21 42 84  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Les rapports de la France et de l'Angleterre

### L'OPINION D'UN ANGLAIS

Michael Davitt, le célèbre patriote irlandais, membre de la Chambre des communes, dont les polémiques ont eu tant de retentissement dans la presse anglaise et américaine, nous adresse l'article suivant sur les rapports de la France et de la Grande-Bretagne.

Cet article sera lu avec autant d'intérêt que de profit, car il indique le curieux état d'esprit des hommes politiques de l'Angleterre, et il pourrait, étant données les merveilleuses vertus de M. Michael Davitt, attribuer à son pays dans cette sorte de cantate, prendre comme sous-titre ironique « Saint John Bull ».

John Bull admet parfois qu'il peut être un pêcheur, mais alors il explique l'accusation vertueuse qu'il porte contre lui-même en remarquant avec hypocrisie qu'il n'est pas loin d'être aussi mauvais que d'autres. Sa conviction est qu'il est un saint, dans ses relations avec l'humanité, comparé à la France, à l'Allemagne ou à la Russie. Ses intentions sont toujours les mêmes, son but est noble, ses moyens pour l'atteindre, éclairés et humains. Il est vrai qu'il met quelque peu d'énergie à favoriser les intérêts anglais, mais c'est la voie la meilleure et la plus sûre pour aider le vrai progrès et pour assurer le bonheur des peuples qu'il veut délivrer du souci de se gouverner eux-mêmes.

Il gouverne l'Inde en se basant sur des principes altruistes, pour son bien et non pour le sien propre. L'Irlande est soumise à son autorité pour des motifs également désintéressés. Il veut voir l'Égypte heureuse, et, simplement pour cette raison, il s'abstient du déshonneur de briser ses engagements vis-à-vis de l'Europe, engagements en vertu desquels il prometait solennellement de quitter le pays des Pharaons après en avoir fini avec les troubles intérieurs causés par la rébellion d'Arabi.

Ces promesses, données avec insouciance, il les honore plus quand il les viole que quand il les observe, et elles n'attendent pas le moins du monde la consécration serine de saint John Bull.

Ses intentions sont toujours bonnes ; il est le pionnier de la vraie civilisation ; il a la plus grande flotte de toutes les nations ; par conséquent, pour qu'il fasse attention aux protestations des puissances rivales ?

Mais c'est comme apôtre de la paix que saint John Bull brille d'un éclat particulier, en travaillant à propager la bonne volonté parmi les hommes.

De temps à autre, ses actes démentent ses dires, et peuvent conduire ceux qui envient l'excellence morale de sa réputation à douter de la sincérité de ses paroles.

Vienne la jalouse critique de ses désirs de réaliser le bonheur de l'humanité, ces critiques sont dues, dit-on, à une conception volontairement erronée des raisons pour lesquelles il a poursuivi tant de petites guerres, dans ces dernières années, contre des peuples qui ne lui ont fait aucun mal. Ces sauvages pervers pourraient bien consentir à voir leur pays gouverné par la France ou l'Allemagne. Or, est-ce qu'un tel choix n'aurait pas l'encontre de leurs intérêts et ne constituerait pas un crime, de leur part, contre la vraie civilisation ? Evidemment. Ces races ignorantes doivent être sauvées des conséquences de leurs folies possibles et être contraintes, par un traitement mélangé de dynamite, de gin et d'importation de bibles, à reconnaître la seule puissance parmi les nations civilisées qui recherche le bonheur et la satisfaction du monde, par le seul canal capable d'assurer le millénium, à savoir la suprématie universelle des intérêts britanniques.

Il est vrai que saint John a eu à tirer l'épée contre des races qui ont résisté, mais ce fut toujours pour la justice, le progrès et la paix universelle.

Son installation permanente en Égypte semble à quelques esprits le plus grand danger menaçant actuellement la paix de l'Europe, et cependant il est résolu à maintenir son occupation. Il avertit le monde que l'une de ses intentions en envoyant une armée au Soudan est d'encourager la civilisation. On rencontre à Fachoda un vaillant Français, un représentant de la civilisation, et aussitôt saint John Bull avertit la France que si le major Marchand ne se retire pas, la guerre sera déclarée. Cela dans l'intérêt de la paix et de la civilisation, naturellement.

La Russie obtient de la Chine une concession en Mandchourie, sans avoir eu besoin d'une guerre de l'opium, et cela est considéré comme un tel outrage à l'intégrité de l'empire chinois que la Chambre des communes vote une résolution par laquelle elle s'engage à défendre cette intégrité. Cependant le « Saint » se met à son tour en campagne et prend un bail sur Wei-Hai-Wei.

John est tellement furieux de l'acte provocateur de la Russie qu'il voudrait combattre contre le Tsar dès demain, si seulement l'Amérique et le Japon, ou l'Allemagne, consentaient à l'aider dans cette tâche et dans le démembrement de la Chine, au nom des intérêts du peuple chinois, et pour le bien des intérêts britanniques. Peut-être bien que la Russie, enchaînée par la cause sacrée de la paix, consentirait à ne pas intervenir dans l'administration bête de l'Angleterre aux Indes, pendant que John serait engagé en Chine.

Même attitude en Abyssinie avec le

Négus, avec l'espoir d'obtenir ainsi une portion de territoire au profit de la grande route anglaise civilisatrice du Cap au Caire.

Tout cela dans l'intérêt de la paix. « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté » est parlait la maxime suprême de l'Angleterre.

La France peut bien rire de cette profession d'angélisme vertueuse, mais le « pèlerinage de paix » qui s'organise en ce moment, à la demande du Tsar, vengera John Bull des attaques dirigées contre sa mission dans le monde. Ce pèlerinage est entrepris par M. Stead, un des disciples les plus en faveur auprès du « Saint ». On connaît le plan de cette fameuse conférence du désarmement :

Une délégation composée d'Anglais, d'Américains, de Français, d'Allemands et d'Italiens amis de la paix visitera Paris, Berlin, Rome et Saint-Petersbourg et, en arrivant dans la capitale de la Russie, présentera une adresse au Tsar pour approuver sa circulaire en faveur de la limitation des armements européens.

Il semble que ce mouvement soit des plus louables. Cependant on y trouve la main de John Bull, qui pousse rarement ses apôtres à prêcher une mission sans avoir en vue une politique et un objet bien déterminés.

Les « Américains » qui prendront part au pèlerinage appartiendront tous à la race anglo-saxonne. Ils seront choisis parmi les représentants de cette petite, mais bruyante minorité des États-Unis qui a réclamé, de toute la force de ses poudres, une alliance anglo-américaine. Ces Anglo-Américains soigneusement choisis seront invités à dîner et fêtés ici à Londres, et, dans des discours d'après-dîner, on parlera à toute l'Europe de « la race fière », de « la communauté des intérêts », de l'identité des intentions », qui réunit saint John Bull au frère Jonathan « dans une cause commune », pour la prédication de la vertu, de la modestie, du désintéressement britannique par le monde entier.

Après cela, les frères unis se réuniront aux contingents fournis par le vieux continent, ce qui manifestera d'une façon sensible l'alliance que la presse anglaise — mais non pas le peuple ou le Sénat américains — déclare être contractée virtuellement entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

La France, l'Allemagne, l'Italie, et surtout la Russie, seront impressionnées par le nouveau prestige que cette promenade — preuve sensible d'une telle alliance — donnera à saint John Bull dans son conflit avec la Russie en Extrême-Orient.

En même temps, l'Angleterre sera plus forte pour transformer sa position actuelle en Égypte, qui est celle d'un protectorat temporaire, en la situation plus régulière de possesseur et d'administrateur à titre définitif.

C'est ainsi que le « pèlerinage de paix » apparaîtra comme un exemple sensible de la sincérité britannique dans sa philanthropie abnégation et dans son amour pour la paix. M. Stead, comme apôtre de la « paix », est très favorable à la France. Lui et ses semblables sont pleins de bonnes intentions dans le pèlerinage qu'ils se proposent. Mais l'éditeur de la *Review of reviews* est un disciple éminent de saint John Bull, et voici comment il parle de la « paix » et de la France dans le numéro de décembre de sa revue :

L'Empereur, dit-on, a fait entendre, pendant son voyage en Palestine, qu'il ne désirait rien tant qu'une entente avec la France... Quoi qu'il puisse penser d'un tel arrangement, personne ne peut nier qu'il serait extrêmement désirable et pourrait être alarmant et dangereux pour les intérêts britanniques dans le monde. Le pire que l'imagination féroce des victimes des russophobes aient pu entrevoir n'est rien en comparaison du danger auquel nous aurions à faire face, si la France se réconciliait avec l'Allemagne pour entrer dans la Triple.

Voilà du saint John Bull, dans la lettre et dans l'esprit.

Une combinaison de puissances européennes qui renforcerait la paix du monde serait pleine de dangers pour les intérêts anglais : si la France et l'Allemagne pouvaient seulement se mettre d'accord pour oublier ou pour régler amicalement les différends qui sont élevés entre elles à cause de la question d'Alsace-Lorraine, « ce serait alarmant et dangereux » pour l'Angleterre !

Sir Charles Dilke est un autre disciple inspiré de saint John Bull, et il vient de dire poliment dans le *Figaro* combien il regrette que la France soit blessée par l'incident de Fachoda ou ait songé à planter son drapeau quelque part en Afrique, excepté là où l'Angleterre le permettrait. Dans la Chambre des communes, sir Charles Dilke a accusé lord Salisbury d'avoir reculé devant la France à Madagascar, au Siam, et ailleurs. A Paris, tout au contraire, il se montre très désolé d'encourager les meilleures relations entre les deux pays, et comme il pense que saint John Bull a montré une résignation chrétienne exemplaire dans ses derniers déments avec votre pays, il dit modestement, dans le *Figaro*, que la République devrait reconnaître l'amitié de ses voisins en se retirant volontairement des pêcheries de Terre-Neuve.

Il ajoute que ce n'est pas à l'Angleterre à soulever cette question.

La vérité est que les droits de la France sont établis par de nombreux traités et arrangements entre les deux nations. Quelques occupants anglais, sans aucun titre, ont, au mépris de la prise de possession française et du droit international, empiété sur les pêcheries de la France ; c'est pour cela que l'Angleterre et sir Charles Dilke attendent à ce que votre pays ait une juste considération pour les intérêts anglais, reconnaisse le droit divin de l'intrusion de saint John Bull et abandonne les bandes de pêche qui sont siens. Une telle solution favoriserait la paix entre les deux pays et apporterait de l'économie dans le budget français.

Par conséquent elle serait bonne pour la République.

L'argent que vous dépensez dans ces pêcheries de Terre-Neuve pour entraîner votre marine serait économisé. La marine, il est vrai, souffrirait, bien entendu, de cet abandon ; mais l'Angleterre, la conseillère de la France, et son amie après Fachoda, à une puissante marine qui s'occuperait de la paix du monde et du bonheur de l'humanité.

Tous les meilleurs amis anglais de la France, par conséquent, se joindront à sir Charles Dilke pour presser la République d'entrer dans une entente cordiale avec la Grande-Bretagne, en consentant à un autre Fachoda, et à un Fachoda volontaire.

L'Angleterre est, sans doute, votre amie. Elle l'a toujours été. C'est pour votre honneur, pour la paix et le bonheur du monde que sa presse fomenta la misérable agitation Dreyfus, fabrique de toutes pièces des complots contre la République, prédit journellement la venue d'un coup d'État, colporte toutes les viles calomnies contre votre armée, ridiculise vos hommes d'État, dénonce le gouvernement de toutes vos colonies, vous proclame la « nation en décadence », encourage et favorise tous vos ennemis, vous désigne à l'Amérique comme l'un de ses ennemis en Europe, comme si les noms de Lafayette et de Rochambeau n'étaient pas connus dans l'histoire de l'indépendance américaine, déclare que la Russie est lasse de son alliance avec la France, et que l'Allemagne n'acceptera jamais une entente avec vous au sujet de l'Alsace-Lorraine.

Oui, l'Angleterre est votre amie fidèle, et saint John Bull se montre affligé quand vous paraissez douter de la sincérité de son affection.

Michael Davitt.

## Échos

### La Température

Une forte dépression s'est avancée sur l'Angleterre où le baromètre est descendu, sur quelques points, à 730<sup>mm</sup>, alors que dans le midi de la France, notamment à Toulouse, il est à 770<sup>mm</sup>. Mais sur nos côtes de l'Ouest, le mer est très agitée, houleuse. La température varie peu sur nos régions : à Paris, le thermomètre marquait hier 7° au-dessus le matin à huit heures et 12° dans l'après-midi ; on notait 14° à Alger. En France, des pluies sont probables avec temps frais. Dans la soirée le thermomètre était à 9° et le baromètre, à 755<sup>mm</sup> pendant le jour, restait à 754<sup>mm</sup> vers onze heures.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 12° ; à midi, 16°. Temps magnifique.

### Les Courses

Courses à Nice. — Gagnants de Robert Milton :

Priz Blondin : Drury Lane.  
 Priz de Monte-Carlo : Vigoureux.  
 Priz Massena : Santander.

### UNE JOURNÉE PARLEMENTAIRE

Les présidents de la Chambre des députés, à la première séance qui suit leur élection, ont tous à exprimer cette pensée : Je vous remercie de votre confiance ; je tâcherai de la mériter.

Ils entendent cette formule, qui serait vraiment trop simple, de phrases plus ou moins pompeuses. Celles que M. Deschanel a prononcées hier sont simplement pleines de cœur. Il a, en effet, exposé une idée que je caresse souvent et qui consiste à dire qu'on se hait parce qu'on ne se connaît pas, et que le meilleur moyen d'assurer l'union et la concorde bête serait de détruire les cloisons étanches qui séparent les classes, les partis, les individus eux-mêmes.

Il a ajouté que la Chambre allait se mettre au travail, avec cet ordre qui... ce calme que... cette dignité dont... cette mansuétude pour laquelle...

Ces paroles ayant été l'objet d'une approbation unanime, un formidable boucan s'est immédiatement déchaîné à propos de l'affaire, toujours, et en particulier à propos du traitement dont le lieutenant-colonel Picquart a été l'objet de la part des magistrats de la Chambre criminelle.

On trouvera plus loin les détails des débats très animés auxquels ont pris part MM. Lasies, de Cassagnac, Cavaignac, et les ministres Lebret et Dupuy. Il paraît avéré que, dans cette Chambre, le nombre de ceux qui considèrent que les magistrats de la Chambre criminelle de la Cour de cassation n'ont pas prévariqué en laissant prendre au lieutenant-colonel Picquart du sucre, de l'eau de Saint-Galmier et même un grog l'emporte considérablement sur le nombre de ceux qui pensent que, pour ces différentes consommations, les magistrats incriminés devraient passer en Conseil de guerre.

C'est du moins ce qui résulte du vote final, car, par 423 voix contre 124, la Chambre a adopté l'ordre du jour pur et simple accepté par le gouvernement.

On n'est peut-être pas, non plus, très imprudent en pensant que les députés ont jugé très sévèrement la conduite de l'honorable ex-président de la Chambre civile de la Cour de cassation, M. Quesnay de Beaupré, car sur tous les bancs, y compris ceux de la droite, il s'est trouvé des gens pour exprimer des sentiments plutôt méprisants à son endroit. Il ne s'en est pas trouvé pour le défendre.

Après avoir extrait ces deux réflexions du compte rendu mouvementé de ces débats, il est utile d'en extraire encore une troisième.

C'est que tout le monde en a assez et que tout le monde trouve que la Chambre criminelle rendrait un véritable service au pays en accélérant son travail et

en rendant son arrêt dès qu'elle le pourra, dès qu'elle se jugera suffisamment édifiée.

Après cet arrêt quel qu'il soit, un certain nombre de gens se tiendront tranquilles et parleront d'autre chose. Ils y sont décidés. Et les autres finiront bien par se lasser de faire des gestes et de proférer des cris devenus inutiles. — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

L'impératrice douairière d'Allemagne, venant d'Angleterre par Calais, et voyageant incognito sous le nom de comtesse de Cronberg, est arrivée hier soir à Paris, où elle passera vingt-quatre heures avant de repartir pour l'Italie.

M. Casimir-Perier présidait hier soir le dîner des Parisiens de Paris, chez Ronceray. A ses côtés, à la table d'honneur, on remarquait :

MM. le docteur Philbert, président de la société de Selves, Charles Blanc, Thuillier, Bellan, Bruman, Bouvard, Pujat, docteur Ledé, ainsi qu'un grand nombre de littérateurs et d'artistes.

Au dessert, répondant à un toast de M. Philbert, l'ancien président de la République a prononcé un charmant discours.

Je bois, a-t-il dit en terminant, à tous mes pays, aux Parisiens de Paris, et, comme en toutes choses nous voulons que Paris donne le bon exemple, je bois aussi à Paris, synthèse de notre histoire nationale, à Paris qui est le temple de nos gloires, à Paris dont l'enceinte est trop petite, mais dont le cœur est assez généreux et assez chaud pour que son ambition soit non seulement d'attirer, mais d'unir tous les Français. Je bois à Paris et à vous tous, mes chers pays.

Le préfet de la Seine et le président du Conseil général ont clos la série des toasts. La réunion s'est terminée par un brillant concert auquel ont pris part des artistes des principaux théâtres.

Nous avons signalé l'entreprise intéressante et hardie de la Mère Marie du Sacré-Cœur, qui préconise depuis plusieurs années la fondation d'une école normale de religieuses sur le modèle des écoles normales de Sévres et de Fontenay, et qui a surabondamment démontré l'utilité de cette œuvre dans plusieurs ouvrages d'une documentation très sérieuse, dont le succès a été prodigieux.

L'obstruction d'une très faible minorité d'évêques, hostiles aux projets pédagogiques de l'émminente fille de Notre-Dame, n'a pas encore permis à l'œuvre de prendre racine en France. C'est en Suisse, à Fribourg, à côté de l'université, que la Mère Marie du Sacré-Cœur va fonder, avec l'appui du gouvernement de Fribourg et le patronage de Léon XIII, son école normale, où seront admises, comme élèves, les jeunes religieuses de tous les pays qui se destinent à l'enseignement secondaire.

Le Pape, on le sait, s'intéresse vivement à l'œuvre courageuse de la Mère Marie du Sacré-Cœur, ainsi qu'il le déclarait naguère, avec la plus grande netteté, à l'archevêque d'Avignon, Mgr Sœur, et il a le plus grand désir de la voir aboutir.

Le *Figaro* a reçu hier la visite d'une chiromancienne, Mme Lioubow, dont la notoriété est déjà grande en Russie, et qui, arrivée à Paris depuis peu, y a donné, en haut lieu, dit-on — des consultations très remarquées.

Mme Lioubow est une jeune femme ; elle s'exprime simplement, clairement, parle français comme une Française (qui le parlerait fort bien) ; elle a été pour la première fois présentée au public parisien, il y a quelques jours, à la Bodinière où ses démonstrations ont obtenu le plus vif succès de curiosité.

Au moyen de grandissements obtenus par des projections Molteni, elle a « expliqué » à son auditoire les mains de MM. Jules Claretie, Sardou, Sarcy, Clovis Hugues, Coquelin, de Mme Réjane, etc. C'est cette explication, cette lecture des mains que Mme Lioubow, présentée hier au *Figaro* par notre excellent confrère M. Jean-Bernard, a recommencée devant nous. La première partie de la séance a été consacrée à un exposé général, fait sur d'admirables projections Molteni, des principes de la « chiromancie » moderne. Après quoi Mme Lioubow a bien voulu poursuivre ses explications sur les mains de quelques assistants. Et l'exactitude de certaines de ses affirmations a beaucoup frappé !

Mme Lioubow arrive à point pour fournir à nos conversations parisiennes un sujet neuf... Le besoin s'en faisait sentir.

L'Automobile-Club de France aura son pavillon spécial dans l'Exposition universelle de 1900. Ce pavillon sera situé en très bon place, dans les jardins à côté du premier pilier de gauche de la tour Eiffel, faisant en quelque sorte pendant au pavillon du Touring-Club de France.

L'automobilisme devant être un des clous de l'Exposition, il était tout naturel que la grande société d'encouragement qui préside en quelque sorte aux destinées de cette industrie si féconde eût une place d'honneur. Il serait à souhaiter que l'industrie automobile elle-même fût mieux partagée qu'elle ne l'est dans la répartition des emplacements du Champ-de-Mars ; mais nous croyons savoir que les intéressés étudient actuellement un projet qui donnerait satisfaction à tout le monde, projet que l'administration ne verrait pas d'un mauvais œil.

C'est aujourd'hui le premier 13 de l'année, et ce 13 est un vendredi !... Il y a une foule de gens qui seront enchantés de cette coïncidence d'heureux

augures à leurs yeux ; il y en a une foule d'autres qui en seront navrés, car ils y verront les plus funestes présages ; d'autres enfin laisseront passer cette date avec sérénité.

Et la terre continuera de tourner ; et dans quelques années, pareille coïncidence, qui s'était produite il y a quelques années, se reproduira, et il y aura comme aujourd'hui des heureux, des mécontents, et les autres...

### INSTANTANÉ

M. VICTOR ROGER

Le grand accapareur des colonnes Morris. Pour la cinquième fois — mais la statistique n'en est pas sûre — le nom de Victor Roger sera applaudi ce soir. Ce petit homme aux joues roses, avec un bout de nez inachevé, est l'un des plus féconds musiciens de cette fin de siècle ; il compose comme il respire. On dit même qu'au *Petit Journal*, où il rédige le *Courrier des théâtres*, M. Victor Roger n'écrit que sur du papier à musique.

Les partitions de cet intarissable compositeur ont une qualité qui prime les autres : elles ont de la belle humeur. Ses mélodies savent rire, cascader et soupirer aussi ; tels de ses refrains, qu'on sifflote toutes les lèvres, risquent de passer à la postérité. Depuis *Joséphine vendue par ses sœurs*, jouée il y a dix ans, jusqu'à la *Poule blanche*, que le théâtre Cluny donnera ce soir, M. Victor Roger n'a cessé de dépenser de la verve. Et ce rieur musical est un savant aussi : ancien élève de l'Ecole Niedermeyer, où il eut pour condisciples Messager, Pugno, Alexandre Georges, ce compositeur d'opérettes aurait pu verser dans l'opéra. Il y versera, soyez-en sûr, pour peu qu'un caprice l'y pousse, et trouvera encore le moyen de s'imposer à l'austère critique et de se faire applaudir.

Les représentants des principales œuvres catholiques de Paris et de la province, réunis à l'Institut catholique sous la présidence de son éminent recteur Mgr Pechenard, viennent de décider que les œuvres caractérisant le mieux l'action intellectuelle, sociale et charitable des catholiques français participeraient, dans la plus large mesure possible, à l'Exposition de 1900.

Un Comité a été immédiatement formé dans ce but, sous le patronage du cardinal Richard. Le bureau de ce Comité a pour président Mgr Pechenard, et pour vice-présidents le comte Albert de Mun, M. Alexis Delaire, secrétaire général des Unions de la Paix sociale ; le vice-amiral comte Lafont, président de la Société centrale de sauvetage des naufragés et de la Société des œuvres de mer, et M. Antonin Pagis, des patronages de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Le Comité comprend en outre nombre de notabilités catholiques, de membres du clergé, du Parlement, des Académies, dont les noms seront publiés plus tard.

Belles luttes, hier soir aux Folies-Bergère, où se disputaient les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> poules du Tournoi international de lutte.

Ce soir, à dix heures, continuation du Tournoi international de lutte. Lutteront Roger le Marseillais contre Callu, prévôt du Cercle athlétique de Bruxelles ; René de Joinville contre Rivolon ; Paul le Mastoc, un colosse, contre le Belge Ignace Nollis ; Farnese contre Lucien de Polangis.

Petites nouvelles de la *Ville-de-la-Ciotat*, le paquebot des Messageries maritimes qui emporte vers Saigon le gouverneur général de l'Indo-Chine.

La traversée de Marseille à Port-Saïd, d'où nous parviennent ces nouvelles, s'est faite par une mer démontée, avec un énorme roulis.

M. Doumer et sa famille n'ont pas le moindre malaise.

L'amiral Courrejolles se montre, bien entendu, un superbe marin.

M. Dutey-Hariss est assez éprouvé par la mer ; mais sa charmante femme supporte admirablement le roulis.

Quant à notre envoyé Jean Hess, marin aguerri il était, marin aguerri il reste.

M. de La Sizeranne, qui vient de résoudre si magistralement la question de savoir si la photographie est un art, a certainement dû acquiescer cette conviction en admirant la magnifique épreuve de Mlle Laparcerie, de l'Odéon, exposée rue Royale, chez Bary, ancienne photographie Benque.

Le monde aristocratique qui pose chaque jour dans les ateliers de la rue Boissy-d'Anglas est d'ailleurs le plus sûr garant du succès toujours grandissant de cette Maison de premier ordre dont la réputation n'est plus à faire.

### Hors Paris

De Moscou : « La délégation de l'Ecole militaire de Saint-Cyr a été reçue en audience aujourd'hui par le grand-duc et la grande-duchesse Serge. Elle a rendu visite ensuite aux hauts dignitaires de Moscou. »

Un déjeuner de gala a été offert à la délégation de Saint-Cyr par le régiment Alexandrowski. »

### Nouvelles à la Main

A ajouter au « bilan du divorce ». Après le constat, la porte vient de se refermer sur le mari et le commissaire. Elle, avec un beau sang-froid : — La séance continue.

Invité par une maîtresse de maison à enrichir d'une pensée son album, X..., pris au dépourvu, s'est tiré d'affaire en signant bravement une maxime de La Rochefoucauld.

— Voilà, chère madame, ma modeste contribution.

— Nullement dupe, la dame murmure tout bas : — Une contribution indirecte !

Le Masque de Fer.

## Interpellons !

MADAME. — Tu vas à la Chambre, mon ami ?

LE DÉPUTÉ. — Naturellement. Où veux-tu que j'aille à cette heure-ci ?

MADAME. — Oh ! oh ! nous sommes de mauvaise humeur, à ce que je vois...

LE DÉPUTÉ. — Aussi, ma chérie, tu me poses des questions enfantines. Tu sais qu'il y a une grosse séance aujourd'hui, il est deux heures de l'après-midi, et tu me demandes où je vais !

MADAME. — Bon ! bon ! j'ai tort... Et à propos de quoi cette grosse séance ?

LE DÉPUTÉ. — A propos de quoi diable veux-tu que ce soit ?

MADAME. — En effet. Je suis bête... Toujours « l'Affaire », évidemment.

LE DÉPUTÉ. — Toujours. Aujourd'hui, c'est la séance du grog.

MADAME, étonnée. — La séance du grog ?

LE DÉPUTÉ. — Oh ! tu n'es guère en veine de comprendre, décidément...

MADAME. — J'y suis...

LE DÉPUTÉ. — La Cour de cassation avait-elle ou n'avait-elle pas le droit d'offrir un grog ?... C'est très grave !

MADAME. — Et ton opinion, à toi, mon ami ?

LE DÉPUTÉ. — Allons, bon ! Voilà que maintenant tu veux que j'aie une opinion à deux heures de l'après-midi. Trop tôt, ma chérie !

MADAME. — J'ai déprécié de l'opinion des autres.

LE DÉPUTÉ. — Tout juste.

MADAME. — Et dire que vous faites tous le même raisonnement !

LE DÉPUTÉ. — Il le faut bien. La question est trop délicate...

MADAME. — Aurais-tu changé souvent de fois davis sur « l'Affaire » ?... Mon Dieu ! aurais-tu changé souvent !

LE DÉPUTÉ. — J'ai fait le calcul. J'ai voté huit fois avec les dreyfusards et douze fois contre. Je me suis abstenu cinq fois... J'ai voté trois fois contre le gouvernement et onze fois pour... Il y a une fois où je ne me rappelle pas ce que j'ai fait. Que veux-tu ? je suis affolé, je n'y comprends plus rien... (Il va à la Chambre.)

Alfred Capus.

## LA CHAMBRE

Jeudi 12 janvier 1899.

### L'AFFAIRE

Encore l'affaire ! Toujours l'affaire ! Elle a naturellement rempli les galeries et les tribunes ; mais le spectacle de ces grandes premières commence à devenir banal et je n'y reviens pas. Vous connaissez les belles habitudes du Concours hippique ? La plupart sont là.

que des généralisations précipitées ou excessives, que des conclusions d'une main trop rude par des Français à des Français; prenons garde que ces divisions, exagérées au loin par la crédulité ignorante, et perpétuées par l'envie (Applaudissements), ne fournissent des armes aux intérêts rivaux qui nous guettent. (Très bien! très bien!)

C'est à vous, messieurs, représentants de la nation, qu'il appartient de donner l'exemple du calme et du sang-froid. (Très bien! très bien!) — Applaudissements, car la dignité de nos débats est une part du bon renom de notre pays et une condition de sa puissance. (Très bien! très bien!) Cette Chambre, qu'on a vue si ardente à certaines heures, parce qu'elle était toute frémissante encore de la bataille électorale, a montré en plus d'une rencontre que, lorsqu'il s'agit de nos intérêts extérieurs, elle sait obéir aux inspirations du patriotisme le plus éclairé et s'imposer à elle-même cette discipline morale sans laquelle il n'est de vraie force ni pour les individus, ni pour les assemblées, ni pour les peuples. (Très bien! très bien!)

Cette sagesse ne l'abandonnera pas dans l'accomplissement des diverses tâches que le pays attend d'elle, et qui réclament votre activité et votre expérience.

C'est la plus saine façon de préparer le succès de ces fêtes du travail, où la France va offrir aux nations le merveilleux spectacle de ce dix-neuvième siècle, grand entre les plus grands par les lettres et par les arts, mais qui, par la science, a plus changé le monde à lui seul que n'avaient fait tous les siècles antérieurs. (Très bien! très bien!) Nos sympathies et nos vœux accompagnent tous les artisans de cette grande œuvre, les plus modestes comme les plus illustres, car ils travaillent tout à la fois et pour la France et pour la paix de l'Europe.

Messieurs et chers collègues, il me reste un devoir bien doux à remplir: celui de remercier en votre nom le bureau provisoire, notre cher et vénéré doyen, ce vétéran des luttes démocratiques, et nos secrétaires d'âge, qui apportent ici, avec la flamme de la jeunesse, tant de promesses de talent. (Très bien! très bien!) En la personne de M. Boyssat, je rends hommage à cette forte race de vieux républicains si droites, si purs, qui, à toutes les heures de leur vie, nous ont donné les plus admirables exemples de constance, d'énergie civique et de désintéressement. (Applaudissements.) Je les salue, et avec un respect filial. (Très bien! très bien!)

C'est en ayant toujours devant leurs yeux leurs nobles figures que nous continuerons de bien servir la France et la République; c'est en nous inspirant de leurs épreuves, que nous garderons au cœur une foi indomptable dans le génie de la France, un inséparable espoir en ses destinées, en ce que les Grecs, dans leur admirable langage, appelaient le dieu intérieur, l'enthousiasme; l'enthousiasme pour la liberté, pour la justice et pour la patrie! (Vifs et unanimes applaudissements.)

Voilà d'excellents conseils; on les a fort goûtés. Nous verrons tout à l'heure dans quelle mesure on a tenu compte. En attendant, les applaudissements éclatent de toutes parts. Quand ils se sont peu à peu éteints, M. Deschanel communique à la Chambre quatre demandes d'interpellation, auxquelles se joint, sur la demande du garde des sceaux, une question de M. Lasies.

#### Interpellations :

1<sup>o</sup> De M. Millevoye, sur les mesures que le garde des sceaux compte prendre pour assurer le respect de la loi et rappeler certains magistrats à leur devoir, et sur les motifs qui ont déterminé la démission de M. le président Quesnay de Beaupré.

2<sup>o</sup> De M. de Baudry d'Asson, sur la démission de M. Quesnay de Beaupré.

3<sup>o</sup> De M. Massabau, sur les moyens dont le garde des sceaux dispose pour rappeler la Chambre criminelle au respect de la loi.

4<sup>o</sup> De M. Gautier, sur la démission de M. Quesnay de Beaupré.

Il s'agit maintenant de fixer le jour de la discussion. M. le président du Conseil déclare qu'il est aux ordres de la Chambre. Suivant la coutume, on crie : « Tout de suite ! Tout de suite ! » M. Millevoye monte à la tribune, et la fête commence.

M. Millevoye promet d'être bref et tient à peu près parole. Il se borne à lire les récents articles de l'*Echo de Paris*, c'est-à-dire à reproduire, dans leur ordre, et avec leur numérotage, les principaux griefs de M. Quesnay de Beaupré contre la Chambre criminelle de la Cour de cassation, ou plutôt contre MM. Loew, Bard, Dumas, et le procureur général Manau.

Je ne crois pas avoir besoin de remettre ces réquisitoires sous les yeux de nos lecteurs, ils le connaissent, puisque notre impartialité en a déjà encombré les colonnes du *Figaro*, et je craindrais qu'ils n'en ressentissent, comme la Chambre elle-même, un peu de fatigue.

A certains moments, la droite et quelques nationalistes applaudissent l'orateur, la gauche l'interrompt, le centre tout entier reste impassible et muet. La discussion semble avoir beaucoup de peine à s'animer. Elle s'anime un peu cependant lorsque M. Millevoye consent lui-même à s'échauffer.

M. Millevoye. — Je croisais faire injure au représentant du gouvernement si je supposais qu'il est disposé à soustraire ces preuves à l'examen de la Chambre.

Ces preuves seraient portées devant une juridiction civile ou parlementaire; devant la Cour de cassation toutes Chambres réunies ou devant une délégation de la Cour repésentée par les deux Chambres, soit devant une Commission que vous désigneriez, comme vous en avez le droit. (Interjections à gauche. — Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Voilà à gauche : Et la séparation des pouvoirs ! M. Millevoye. — Voilà la seule solution possible, car il s'agit d'un intérêt général. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Mais est-il admissible qu'on vienne nous dire que tout cela n'est rien? Comment, ce n'est rien qu'on prenne un magistrat la main dans la main d'un témoin qui est en même temps un accusé? Ce n'est rien qu'un magistrat démissionne en adressant à ses collègues un démenti, c'est-à-dire la plus sanglante injure qu'un homme puisse adresser à un autre homme? Ce n'est rien, enfin, qu'on puisse reprocher à un magistrat d'avoir dénaturé les témoignages?

Si cela n'est rien pour vous, alors, il faut dire aussi que la justice n'est plus rien et qu'elle a perdu le respect et l'estime dont elle a été longtemps environnée! (Très bien! très bien! sur divers bancs. — Bruit.)

En terminant, M. Millevoye demande que la Cour de cassation procède rapidement au règlement de juges, et que le gouvernement accorde la pacification générale en choisissant des magistrats dont l'œuvre ne puisse pas être suspectée.

Ce qui ressort le plus clairement de son discours, c'est que M. Quesnay de Beaupré, qui n'avait pas eu une très bonne presse, n'a pas eu, non plus, une très bonne Chambre, si j'en juge par le petit colloque que voici :

M. Millevoye. — Je fais appel à l'érudition de M. le garde des sceaux, et je lui demande s'il y a dans l'histoire de la magistrature française quelque chose de semblable. (Très bien! très bien! sur divers bancs. — Interruptions à gauche.)

Plusieurs membres à gauche. — Il y a les Commissions mixtes ! M. Le Hérissé. — Dans l'histoire de M. Quesnay de Beaupré, il y a certain réquisitoire que vous devez connaître. (Applaudissements sur divers bancs à gauche.)

M. Millevoye. — En ce moment ce n'est pas de lui qu'il s'agit, mais du règlement de juges de la Cour de cassation. (Nouvelles interruptions à gauche.)

M. Le Hérissé. — Je suis aussi antichambre que vous, mais je suis de ceux qui ont trop de mépris pour M. Quesnay de Beaupré pour attacher de l'importance à ses dires. (Vifs applaudissements à gauche.)

On attendait avec une certaine impatience les explications du garde des sceaux. On a souri lorsque, en montant à la tribune, il s'est excusé, sur la fatigue de sa voix, d'avoir à réclamer la bienveillance de la Chambre. Plusieurs députés, amis de l'allusion, ont dit entre haut et bas : « Garçon, un grognon! »

M. Lebreton a immédiatement abordé la question de l'enquête, et il n'a pas eu de peine à établir qu'il avait fait aussi complètement que possible. Il a ouvert son dossier devant la Chambre, s'offrant à lire, d'un bout à l'autre, tous les documents qu'on voudrait. Sur la fameuse scène du 24 novembre, entre MM. Bard et Quesnay de Beaupré, puis entre M. Bard, le colonel Picquart, le capitaine de gendarmerie et l'agent de la Sûreté, il a fourni de déclarer que la Chambre a jugé toutes choses, mais dont l'obligatoire minutie a paru l'humilier. Le fait est — et M. Lebreton n'en est pas responsable — que toute cette discussion ressemblait au roman chez la portière.

Voici pourtant quelques faits inconnus : M. Lebreton, garde des sceaux. — On a trouvé singulier d'entendre appeler le témoin Picquart colonel. Mais il est constaté, dans les pièces de la procédure, que les généraux eux-mêmes l'ont appelé colonel. (Exclamations et rires à gauche et à l'extrême gauche.)

Le capitaine Erqué explique lui-même qu'il a demandé à ses chefs comment il devait appeler le témoin Picquart. Ils lui ont répondu qu'il fallait l'appeler colonel. (Applaudissements et rires sur les mêmes bancs. — Vives interruptions à droite.)

M. Lasies, qui interrompait avec persistance, est rappelé à l'ordre.

M. le garde des sceaux. — Dans sa déposition écrite, M. Quesnay de Beaupré a relevé d'autres faits. Vous en connaissez l'énormité. Sur ces faits, j'ai cru qu'il était nécessaire de provoquer une seconde enquête. En présence d'accusations portées contre des magistrats par un homme qui a occupé lui-même un rang élevé dans la magistrature, il m'a paru indispensable de rechercher si elles contenaient quelque chose de fondé.

On a entendu le capitaine Erqué : j'ai reçu des dépositions écrites etc. (Interruptions à droite.)

Sur divers bancs à droite. — Nous demandons la lecture. (Bruit.)

M. le garde des sceaux. — Je m'étonne que certains de nos collègues insistent pour la lecture de ces pièces, alors que j'ai promis de faire toutes les lectures que la Chambre voudra.

On a mis au défi de lire la lettre de M. le président Loew, qui constitue sa déposition. Cette lettre peut être lue sans que la Chambre se constitue en Comité secret. La voici :

« Monsieur le premier président, j'ai l'honneur de m'expliquer sur la délation de M. de Beaupré. (Applaudissements à gauche.) Tous les témoins ont été traités de la même manière et avec les mêmes égards. M. le président Loew ajoute que plusieurs témoins, parmi lesquels des généraux, d'anciens ministres, n'ayant pu être entendus le jour de leur convocation, il s'est chargé lui-même de les prévenir et, quand il était retenu à l'audience, il a chargé M. le conseiller Bard de le remplacer. Cette mission ne pouvait être confiée qu'à un magistrat digne et intègre, et dont la déposition a été présentée aux témoins des excuses de la Cour pour les avoir fait attendre. (Très bien! très bien! — Bruit sur divers bancs.)

Il en a été de même, ajoute la lettre, pour le lieutenant-colonel en retraite Picquart qui a dû être renvoyé trois fois sans être entendu, et dont la déposition a été présentée par un magistrat, jusqu'à six heures. Chaque fois il a été nécessaire de fixer la date de la prochaine audience. Cela s'est fait poliment, sans aucune marque de déférence spéciale. (Très bien! très bien! à gauche. — Exclamations sur divers bancs.)

« De même, continue M. Loew, quand je renvoyais les témoins, j'ai eu le plus grand soin d'expliquer mes regrets de les avoir dérangés. En ce qui touche le témoin Picquart, ses excuses s'adressaient aussi bien à l'officier chargé de sa garde qu'à lui. Quant aux rafraîchissements, ils étaient à la disposition des témoins, comme à celle de M. Picquart et de son garde. Un jour, M. Picquart était tellement épuisé, qu'on dut suspendre son audition à cinq heures. (Mouvements divers.)

M. Jules Dassette et autres membres à droite. — Nous demandons la lecture de la lettre de M. Manau et de celle du capitaine Erqué.

M. le garde des sceaux. — L'enquête a démontré d'une façon péremptoire que d'autres que M. Picquart, M. le général Roge, M. le général Billot, tous les témoins avaient eu à leur disposition la carte des grogs. (Approbations et rires.)

D'autres que M. Picquart ont profité des rafraîchissements, et les rapports de la Chambre avec les témoins ont été courts, rien de plus. (Très bien! très bien! — Interruption sur divers bancs.)

M. de Baudry d'Asson. — Et le rapport du capitaine Erqué ?

M. le garde des sceaux. — M. le capitaine Erqué n'a pas contredit cela. Dans son rapport, il est vrai qu'il a manifesté son étonnement, mais il a été obligé d'ajouter que, le premier jour, dans la chambre où il se trouvait avec l'agent de la Sûreté et M. Picquart, il avait été déposé trois verres. (Très bien! très bien! — Interruptions sur divers bancs.)

Voix diverses. — La lecture.

Voilà où en est la tribune française en l'an de grâce 1899; mais, encore une fois, ce n'est pas la faute du garde des sceaux : on l'obligeait à brasser ainsi et il en était révolté à constater, non sans quelque mélancolie, que tous ces faits n'avaient aucune espèce de gravité. Mais toute la fin du discours de M. Lebreton, relative à la nouvelle enquête est à retenir :

M. le ministre de la justice. — J'arrive maintenant à la question qui a été soulevée dans l'*Echo de Paris* de mardi. M. Quesnay de Beaupré nous a fait présenter dans une lettre qu'il avait adressée vendredi à M. le premier président, et dans laquelle il demandait la réouverture de l'enquête, en disant qu'il avait des faits graves à révéler.

Cette lettre m'a été transmise vendredi soir, et j'ai répondu, samedi matin, à M. le premier président que la lettre de M. Quesnay de Beaupré serait annexée à ses dépositions antérieures.

En présence de cette lettre, j'estimais nécessaire de mettre M. Quesnay de Beaupré en demeure de faire connaître les allégués qu'il indiquait, et moi-même, de justifier ces accusations. C'est ce que j'ai fait.

M. Quesnay de Beaupré a été convoqué lundi matin : il a déclaré que, n'étant pas magistrat, il n'avait pas à répondre. (Exclamations sur un certain nombre de bancs. — Très bien! très bien! sur d'autres bancs.)

M. Quesnay de Beaupré, s'il voulait porter certains faits à la connaissance du garde des sceaux, n'avait qu'à lui écrire ou à venir le trouver. Il n'a pas voulu prendre cette voie, il n'a pas voulu donner son témoignage.

Je considère que je ne dois pas m'incliner devant cette attitude (Très bien! très bien!) : il faut que Quesnay de Beaupré s'explique, et à cet effet, j'ai prescrit une enquête. Cette enquête sera faite par le premier président assisté de deux conseillers.

Cette Commission d'enquête présente toutes les garanties et, si M. Quesnay de Beaupré, pair se refuse à déposer devant elle, il avouera par là qu'il n'a rien à dire. Il faut qu'il fasse connaître les faits sur lesquels il demande une enquête, et la façon dont ces faits peuvent être établis. Jusque-là, nous ne devons pas les considérer que comme de simples allégués. (Très bien! très bien! — Bruit sur divers bancs.)

Les ennemis de la Chambre criminelle, sentant bien que le coup avait porté, ont essayé alors d'opérer une diversion. Ils ont réclamé la lecture du rapport de ce fameux rapport du capitaine de gendarmerie Erqué. Ils se sont même levés en masse pour donner plus de force à leur injonction. M. Lasies a soulevé un tumulte qui a encore exposé — mais sans conséquences effectives — à toutes les sévérités du règlement. Pendant ce temps-là, M. Lebreton faisait signe à tous ces députés en colère qu'ils ne perdraient rien pour attendre et qu'il leur donnerait complète satisfaction par la lecture du rapport. Mais, auparavant, il fallait bien laisser la parole aux orateurs inscrits.

Enfin l'ordre se rétablit et M. Paul de Cassagnac, constatant que la discussion s'est traitée misérablement dans des potins, annonce l'intention d'élever un peu le débat; il y réussit en tapant ferme et fort sur le gouvernement de la République. Mais alors les interruptions, les récriminations pleuvent :

« A nous reprocher, et quand vous voudrez faire le procès de la République elle-même, nous vous répondons. (Très bien! très bien! — Interruptions.)

Vous êtes resté dans la tradition, monsieur de Cassagnac, et je reconnais bien en vous l'homme qui se déclare franchement l'homme des coups d'Etat. Vous cherchez à fortifier encore ce langage par la façon dont vous tentez d'amener à vous — mais elle ne vous conduira pas — notre armée nationale. (Applaudissements.)

Elle sait ce que signifient les invectives, les commentaires, les défis même qu'on lui adresse; et quand on nous accuse, nous républicains, de ne pas aimer, de ne pas soutenir la République, son cœur s'émue (Très bien! très bien!) et elle sait que nous lui donnons tous les jours notre sollicitude et notre sympathie. (Applaudissements répétés.)

M. de Baudry d'Asson. — Vous la laissez insulter chaque jour ! M. le président du conseil. — La seule injure qui atteindrait cette armée, sortie du cœur et des entrailles de la nation, ce serait qu'on lui pût la juger capable de certaines basses et misérables besognes. (Très bien! très bien!)

Ni chefs ni soldats, inséparables, moralement et matériellement unis, ne veulent le retour des jours sombres où, au sein des Commissions mixtes, on a vu siéger côte à côte — non pour rendre des arrêts, mais pour rendre des services — le képi et la toque, la tunique et la robe. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

Pour semer la défiance, la discorde, vous décrivez je ne sais quel état d'anarchie. Ce sont vos affirmations seules qui pourraient créer cette anarchie. (Applaudissements à gauche.)

Vous dites que tout s'en va, qu'il n'y a plus de République. La République! nous l'avons aimée des notre jeunesse, et nous sommes restés fidèles à son programme.

Vous dites qu'il n'y a plus rien dans ce pays. Je vous réponds : il y a la loi et la liberté. (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. de Baudry d'Asson. — La liberté pour vous. (Bruit.)

Sur divers bancs à gauche et au centre. — A l'ordre.

M. le président du Conseil. — Voilà ce qui fait, en dépit de certaines alliances que nous avons déjà connues, la force, l'unité et la résistance de tous les républicains.

Ils peuvent avoir des idées différentes, garder sur les choses telle ou telle idée, mais vos paroles de défiance ne sont pas entendues du pays. Vous le savez, et la meilleure preuve en est que, depuis quelques mois, on fait autour de nous des efforts pour solliciter celui-ci ou celui-là. (Nouveaux applaudissements à gauche, au centre et à l'extrême gauche.)

M. de Baudry d'Asson. — C'est un mensonge! (Exclamations sur les mêmes bancs. — Bruit.)

M. le président du Conseil. — Tout ce que je puis faire pour M. de Baudry d'Asson, c'est de boire à sa bonne santé. (Applaudissements et rires sur un grand nombre de bancs.)

Je disais qu'il y a ici un lien qui nous est commun à tous, celui qui unit toutes les consciences françaises, c'est la loi et la liberté. Nous n'avons pas d'autre guide que la loi. Je mets au défi quiconque voudra examiner tous nos actes, depuis le mois de novembre 1898, d'y trouver un seul moment à cet article de notre programme : être les fidèles serviteurs de la loi.

Pour vous emprunter une idée qui m'a beaucoup plu, je répéterai avec vous : « Finissons-en ». Oui, finissons-en (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche), et laissons ceux qui veulent faire rebondir cette triste affaire Dreyfus opérer leur œuvre. Un ancien magistrat, dont nous n'avons pas à rechercher les intentions, a voulu sans doute faire une bonne œuvre. Après avoir lu le compte rendu de cette séance, il dira s'il y a réussi. Oui, qu'il lise le *Journal officiel*; qu'il juge et qu'il se juge. (Applaudissements au centre, à gauche et à l'extrême gauche. — Bruit à droite et sur divers bancs à l'extrême gauche.)

Nous l'avons d'ailleurs mis en demeure de s'expliquer, de préciser les faits. Nous avons institué une troisième Commission d'enquête pour qu'on ne puisse pas nous reprocher de refuser la lumière.

Devant cette Commission, qui comprend les plus hauts magistrats du pays, M. Quesnay de Beaupré et les magistrats qu'il incrimine s'expliqueront.

Et maintenant, laissons cette affaire de côté. Vous entendez le bruit répété de l'affaire Dreyfus. Moi, j'entends d'autres bruits. Je donne mon temps à d'autres soucis, à d'autres inquiétudes. (Très bien! très bien!)

Je me retourne vers ces braves gens de France, qui ne demandent qu'à travailler dans le calme, et je vous dis : Pensez à la déception que vous leur causeriez si l'agitation continuait dans cette enceinte.

Ceux-là vous demandent, vous adjurent — et je voudrais vous adjurer moi-même avec plus d'éloquence que je n'en ai — de laisser s'accomplir dans le silence l'œuvre de la justice, de ne pas déshonorer de cette absence dont véritablement nous avons été trop longtemps victimes. (Applaudissements), et dont il est temps de se dégager, pour l'honneur de la République et le bien de la patrie. (Vifs applaudissements. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit de vives félicitations.)

Depuis sa rentrée aux affaires, M. Charles Dupuy n'a prononcé que de bons discours; mais celui-ci est certainement le meilleur de tous : « Finissons-en ! Finissons-en ! Le gouvernement a d'autres soucis et d'autres inquiétudes. Le pays demande qu'on laisse accomplir l'œuvre de la justice ! »

A la bonne heure ! Des bravos partent comme un feu d'artifice, et, en réalité, la bataille est finie. Il a suffi d'élever un peu le débat pour submerger l'interpellation. Cependant M. Cavaignac essaye de la repêcher. Il reprend, une par une, les minuscules articulations des premiers interpellateurs, il s'attaque à la déférence excessive témoignée au colonel Picquart par plusieurs membres de la Chambre criminelle, et il demande encore une fois, au milieu du bruit, la lecture du rapport Erqué.

Enfin, nous allons donc l'entendre ! M. Lebreton lui promet et il tient parole. Cela dure longtemps, au milieu des rires et des plaisanteries de l'auditoire ! C'est toujours la même chose. Le capitaine de gendarmerie s'étonne de l'empressement de l'arménil du président Loew à l'égard du prisonnier (le colonel Picquart).

On servait à celui-ci du rhum, du sucre, de l'eau de Saint-Galmier, etc., etc. Mais je ne continue pas, on croirait que j'exagère ou que je raille. Il faudra lire à l'*Officiel* ce rapport désormais historique.

L'important, c'est l'effet produit, et je crois pouvoir dire qu'il n'a pas été tel que M. Cavaignac l'attendait. L'ironie a prévalu. Plusieurs députés, trop curieux, voulaient même qu'on fit une enquête pour savoir comment M. Cavaignac avait pu avoir connaissance du document. M. Simyan, M. Chautemps, signalaient à des communications, des indiscretions coupables. Mais, c'était fini, personne n'écoutait plus, et le mieux était de prononcer la clôture.

Plusieurs députés ont présenté des ordres du jour de blâme plus ou moins dirigés contre la Chambre criminelle, cinq en tout. Le président du Conseil, toujours bien inspiré, a réclamé l'ordre du jour pur et simple, et M. Camille Pelletan a expliqué, en quelques mots, pourquoi les radicaux-socialistes le voterait : « Partisans des prérogatives parlementaires les plus étendues, nous ne saurions admettre que la Chambre interviene dans un procès pendant. Ou sommes-nous tombés pour que, devant l'Europe, on montre la Cour suprême sous la surveillance d'un capitaine de gendarmerie ? En voilà trop ! Nous voulons tous la vérité, mais le pays est excédé de toutes ces manœuvres ! »

On applaudit à tour de bras, l'ordre du jour pur et simple est voté, à l'énorme majorité de 423 voix contre 124, et il en finit avec ce formidable coup d'épée dans l'eau, qui, malheureusement — M. Lebreton nous l'a prédit — ne sera peut-être pas le dernier. Nous avions déjà dans l'histoire de France la journée des Dupes, nous aurons maintenant la journée du Grog !

Pas-Perdus.

## Autour des Chambres

Le héros du jour

M. Quesnay de Beaupré a eu, hier, les honneurs de la séance.

On signale, dans la carrière de cet ancien magistrat, trois étapes distinctement marquées. Il a franchi la première d'un seul bond, il est devenu grand homme tout de suite lorsque, en 1889, il tonna devant la Haute Cour contre Boulanger en fuite et le boulangisme agonisant. La seconde a été plus lente, plus laborieuse, plus silencieuse et plus effacée; il a mis dix ans à cesser d'être grand homme. Enfin, la troisième, celle d'aujourd'hui, s'annonce victorieuse et réparatrice : le grand homme est ressuscité !

Ces divers moments de la vie de M. Quesnay de Beaupré sont également intéressants et instructifs; mais l'éclat, le triomphe, c'est le début. Cependant, là même et dans ces heures brillantes, il y a un peu d'ombre.

La France était divisée alors en boulangistes et antiboulangistes, comme elle l'est aujourd'hui en drey et antidrey. Les antiboulangistes comparaient couramment M. Quesnay de Beaupré à Cicéron, et le général Boulanger à Catilina. Les boulangistes admettaient moins M. Quesnay de Beaupré et quelques-uns le malmenaient fort. Quand ils avaient brisé une verge sur son dos, ils en prenaient une autre et recommençaient la flagellation. Les ironies du parti le comparaient à un tambour, sous prétexte qu'il était retentissant et creux.

On a beaucoup médité alors, on s'est beaucoup moqué du magistrat, du romancier, du propriétaire. Le propriétaire se fâcha et fit pleuvoir une grêle de papiers timbrés sur les journaux qui l'avaient plaisanté sur sa noblesse, sur sa psychologie, sur sa certaine lettre qui figure en belle place dans son nom, sur ses proclamations de franc-tireur et ses romans judiciaires.

Ces querelles étaient d'un goût douteux; il s'y cachait beaucoup de malveillance et d'opposition. Sans remonter aux Croisades, la noblesse de M. Quesnay de Beaupré ne date pas d'hier; elle remonte au second Empire, ce qui est déjà fort honorable. Si, comme franc-tireur, il a donné l'exemple de la discipline en traitant ses chefs d'armes comme il traite aujourd'hui ses anciens collègues de la Cour de cassation, c'est qu'il se sent impécable. Ses romans ont du mérite et j'ai lu des journaux qui, dans la colonne des annonces, comparaient leur auteur à Balzac.

Devant la Haute Cour, entouré de sénateurs en habit noir et cravate blanche, sous le bon accueil de M. Le Royer, M. Quesnay de Beaupré montra l'heureux accord d'un grand talent et d'un beau caractère. Lorsqu'on vit se dresser, dans sa robe rouge, cet homme à la figure sagement rasée, avec du rouge aux pommettes; lorsqu'on entendit la voix aux cadences tragiques de cet autre Juvénal; lorsque, tirant de sa poche et des poches de ses voisins une demi-douzaine de mouchoirs, il s'épongea d'un geste large et les jeta ensuite, d'un geste noble, sur les tapis sénatoriaux, un frémissement secoua l'auditoire et peu s'en fallut qu'on ne fit un mauvais parti aux boulangistes qui murmuraient le mot de Pie VII : *Commediant!*

M. Quesnay de Beaupré, si rencontra aujourd'hui les mêmes enthousiasmes, se heurte également aux mêmes préventions et aux mêmes injustices. Les uns prétendent reconnaître dans ses articles l'esprit de Mme Gibou et le style de Joseph Prudhomme, les autres, depuis qu'il a jeté aux ories « la robe de son père », affectent de voir en lui l'Hya-cinthe Loyson de la magistrature.

Paul Bosq.

## LE SÉNAT

Pendant qu'on se dispute au Palais-Bourbon, les hôtes du Luxembourg procèdent paisiblement à l'élection du bureau.

M. Loubet est élu président par 209 voix sur 217 votants.

Les vice-présidents obtiennent : MM. Franck-Chauveau, 192 voix; Magnin, 190; de Verninac, 183; Demôle, 178.

Le scrutin pour les secrétaires donne les résultats suivants : MM. Savary, 183 voix; Prévot, 180; Coste, 179; comte de Blois, 177; Taulier, 177; Decauville, 175; Bonnefoy-Sibour, 171; Ratier, 169.

Enfin, fermant la marche, les questeurs : MM. Gayot, 181 voix; Cazot, 174; Dusolier, 171.

P. B.

## VIENT DE PARAITRE

La *Guerre possible*... telle est la question, brûlante d'actualité, qu'étudie la *Vie Illustrée*, dans un remarquable article. Noté aussi un beau portrait du maréchal Wolsky, des pages documentées sur les Almanachs, les Philippines et toute l'actualité, en un mot, depuis la neuvième de sainte Geneviève jusqu'aux églés de Neuilly. La *Vie Illustrée*, 20 pages, 45 illustrations : 30 centimes.

— Notre Service de Librairie se charge d'envoyer cet ouvrage contre remboursement.

## Grains de bon sens

Il y a deux ans environ, l'administration des postes prévint le public, par une circulaire officielle, qu'il serait désormais permis d'ajouter aux indications imprimées sur une carte de visite cinq mots écrits de la main de l'expéditeur, cinq mots de compliments ou de condoléances, selon l'occasion; cinq mots, sans plus.

L'innovation était heureuse; elle fut très bien accueillie, et l'on sut gré de cette initiative au ministre qui l'avait prise. La mesure rendait service à tout le monde, surtout aux environs du jour de l'an, où il s'échange tant de cartes entre amis et connaissances.

Une carte toute nue, c'est bien froid. Il suffit de cinq mots pour en faire une lettre, qui réchauffe par son ton affectueux souvenir. Et la différence de prix est sensible entre le tarif d'une carte et celui d'une lettre.

M. Eugène Muret, qui est artiste peintre et qui habite Auvers-sur-Oise, peut-être cette année profiter de la latitude accordée par l'administration elle-même. Il envoie nombre de cartes, sur lesquelles il écrit les cinq mots réglementaires, les jette décalquées dans la boîte, et dort sur ses deux oreilles. Il était en règle avec sa conscience et la loi.

Le lendemain, le facteur lui apporte un mot de la burlesque d'Auvers-sur-Oise. Cette dame le priait, en termes fort courtois d'ailleurs, de passer à son bureau pour affaire urgente. Il y court un peu ému :

— Que diable pouvait-on lui vouloir ?

La receveuse, après les politesses d'usage, lui tend ses cartes de visites :

— Monsieur, lui dit-elle avec un gracieux sourire, il y en a cinquante. Je vous les rends pour vous éviter cinquante contraventions à 4 fr. 50 l'une, c'est 225 francs que je vous salue.

— Pardieu ! repart le peintre un peu interloqué ; j'ai bien eu soin de ne mettre que les cinq mots auxquels j'avais droit, de par la circulaire ministérielle. Vous pouvez vérifier, si bon vous semble.

— Vous n'avez pas pris garde, repart la dame de plus en plus aimable, que sur les cinq mots de votre main qui figurent sur votre carte, il y en a trois qui sont de pure correspondance.

— De pure correspondance ?

Le peintre ne comprenait pas très bien. Il demanda une explication.

— Tenez, insista la dame, sur ces cartes vous mettez : *Retour de Russie*. C'est une façon d'apprendre à vos amis que vous êtes allé en Russie et que vous en êtes revenu.

— Naturellement.

— Eh bien ! vous n'avez droit qu'à des souhaits et à des compliments. Vos trois mots : *Retour de Russie* tombent sous le coup de la loi. Voyez plutôt !

Et à l'appui de son dire, la burlesque exhiba un livre de règlements où sont en effet inscrits, page 307, cinq ou six des formules de vœux tolérées par l'administration.

Il n'y avait rien à répondre. M. Eugène Muret biffa les trois mots qui constituaient la contravention, remercia la receveuse, prit son chapeau et s'en alla tout rêveur.

Jamais aucun des journaux qui avaient publié la circulaire ministérielle n'avait sonné mot de ces restrictions. Aucun d'eux ne s'était douté qu'elles existaient. Comment s'imaginer que la poste se fût avisée qu'on pût correspondre à l'aide de cinq mots ? Il semblait tout naturel qu'elle n'allât point s'inquiéter du plus ou moins de signification de ces cinq mots.

Songez qu'on pourrait aisément, si cela en valait la peine, la mettre dedans, en convenant d'un langage cryptographique.

Compliments pressés et bons souhaits.

Compliments voudrait dire : je me porte bien, moi et tous les miens ; embrassez, j'arrive de Russie, etc.

Vous vous rappelez la chanson de Béranger :

Béranger veut dire en latin  
L'homme de Sainte-Hélène,  
Et Béranger, en son certain,  
Un peuple d'hommes et de rois ;  
Non ami, ce n'est pas le Roi ;  
Lafaridondaine, attaque la foi, etc.

Avouez que ce sont là des chinoïseries administratives bien puériles. Ces pauvres receveuses des postes ont déjà bien assez à faire au jour de l'an, sans qu'on ajoute encore à leurs autres occupations les fastidieuses et dégoûtantes besognes d'ouvrir des lettres du jour de l'an et d'y surprendre une prétendue contravention.

Francisque Sarcey.

## LA LIGUE DES CONTRIBUABLES

Nous avons annoncé, hier, que les personnes désirant faire partie de la Ligue des Contribuables pouvaient souscrire chez M. Mercet, banquier, 59, rue de Provence; à l'Union libérale, 15, rue de la Ville-Evêque, et dans nos bureaux du Figaro.

Ajoutons qu'un autre guichet est ouvert depuis aujourd'hui à l'Association nationale républicaine, dont M. Audiffred est le président. Le siège de l'Association est à Paris, 51, rue Vivienne.

## LA JOURNÉE

Vendredi 13 janvier

Sports : Courses de chevaux à Nice. — Assaut annuel de la société du «*Paris-Marché*» (10 h. du soir). — Assemblée générale du «*Fusil de Chasse*» (11 h., rue Blanche, 10).

Conseil des ministres, à l'Élysée.

Le Parlement : Au Sénat, discussion de l'interpellation sur les points d'appui de la marine aux colonies et la défense des colonies (3 h.).

Première : A Cluny, la *Poule blanche*.

Le mascaire : Ce matin, le flot arrivera à 8 h. 40, à Quillebeuf; 9 h. 17, à Villequier; 9 h. 26, à Caudébec; le soir, 9 h. 3, à Quillebeuf; 9 h. 40, à Villequier et 9 h. 49, à Caudébec.

Le nouvel an orthodoxe : Messe et *Té Deum* aux églises russes de la rue Drouot (11 h.), grecque, de la rue Bizot (11 h.), et roumaine de la rue Jean-de-Beaurepaire (11 h. 1/2).

Le ramazan : Ouverture du mois de jeûne de rigoureuse observance chez les musulmans.

Conférences : M. Amédée Le Fillette, sous la présidence de M. Paul Diatère : «*Impressions de voyage à la Côte d'Ivoire, visite au camp de Samory, le siège de l'Assissaso*» (8 h. du soir, avenue de l'Observatoire). — Ouverture, à l'Institut catholique, pour les gens du monde, des conférences du R. P. Gaudou, sur l'enseignement supérieur de la religion (5 h.).

A Saint-Jacques du Haut-Pas : Messe annuelle fondée par le cardinal Perraud, pour les anciens élèves défunts de l'Ecole normale (4 h.).

Rosière d'hiver : Election de la rosière de Corbeil, sur une liste présentée par vingt-cinq communes.

Anniversaires royaux : Fêtes de naissance de LL. AA. RR. la princesse Valdemar de Danemark, née princesse Marie d'Orléans, et la duchesse d'Aoste, épouse de la princesse Hélène d'Orléans.

## Le Monde et la Ville

## SALONS

— Lundi prochain, grand dîner suivi de réception, chez Mme de Kœnig et la baronne de Villequier, dans leurs salons du faubourg Saint-Honoré, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de Mlle Berthe de Villequier, fiancée de M. Raoul de Gillebon, capitaine au 120<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

— Soirée intime, aujourd'hui, chez la baronne de La Tombelle dans ses salons de l'avenue Victor-Hugo.

— Grand bal, demain soir, chez Mlle Durien dans ses salons de la rue Saint-Simon.

— Jeudi prochain, à quatre heures, musique chez Mme Emile Fourton dans ses salons de la rue de Monceau.

— M. Cogordan, ministre de France au Caire, a donné le 2 janvier un dîner de douze couverts dans l'hôtel de l'agence diplomatique de France. Ses convives étaient :

Comte et comtesse de Ganay, comte et comtesse de Marois, Tigrane-pacha, comtesse de Béarn, prince Pierre d'Arberg, M. Schumberger, comte R. de Montequieu-Fézensac, MM. Riffault et Fernand Prevost.

## RENSEIGNEMENTS MONDIAUX

— L'impératrice douairière d'Allemagne, arrivée hier à Calais, se rend à Vintimille sous le nom de princesse Cromberg.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel de France et Choiseul :

Le général major comte Keller, directeur du corps des pages russes, venant, avec son fils, de Saint-Petersbourg, M. et Mme de Saint-Yves, née de Borde; le baron de Brandis, M. James Norton Winslow, venant de Dinard.

— L'état du lieutenant de La Bégassière reste stationnaire. Comme nous l'avons annoncé, on est assuré de le sauver, mais les graves blessures qu'il a reçues nécessiteront de très longs soins.

La famille de La Bégassière a reçu de toutes parts des lettres et des dépêches de sympathie. Elle est très touchée, mais auxquelles elle ne peut faire impossible de répondre en ce moment : elle nous prie de remercier tous ses amis en son nom.

— C'est demain que la maison impériale de Russie célébrera l'anniversaire de la naissance du grand-duc Alexis Alexandrovitch, chef suprême de la flotte et du ressort de la marine russe.

## MARIAGES

— M. l'abbé Marbeau, curé de Saint-Honoré d'Eylau, a béni, hier, dans son église paroissiale, le mariage de M. Martin des Pallières, capitaine d'artillerie, avec Mlle Gabrielle Courret de Villeneuve.

Les témoins étaient, pour le marié : le marquis de Belloy et le comte de Longeville, ancien ministre plénipotentiaire; pour la mariée : le comte Le Forestier de Vendeuvre et M. de Saint-Léger.

— En l'église de la Madeleine, on béna, mercredi prochain, le mariage de M. René Achard Javay, avocat à la Cour d'appel, rédacteur au *Nouveliste de Lyon*, avec Mlle André Ancelle, fille du lieutenant-colonel du corps des pages russes, et de Mme Ancelle, qui recevront après la cérémonie religieuse dans leurs salons de la rue Tronchet.

— On a béni, avant-hier, à Saint-Sulpice, le mariage de M. Armand, chef du portefeuille à la Société générale, avec Mlle Amélie de Férmon.

Témoins du marié : M. Ameline, inspecteur général honoraire des finances, et M. Louis Richardot, son cousin; de la mariée : MM. Baron et baroness Gérard de Montesquieu, comte et comtesse de Comminges, capitaine et Mme Waddington, commandant et vicomtesse Fleury, marquis d'Arhel, baronne d'Eichthal, baron et baroness Gérard de Montesquieu, comte et comtesse de Rantz, marquis et marquise d'Aguéville, baron et baroness Henri de Montesquieu, comte P. de Lur-Saluces.

— M. B. Herr, enseigne de vaisseau, attaché à l'état-major du commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée, épousera prochainement Mlle Juliette Rouget, de Brest, où le mariage sera célébré.

— En la chapelle anglicane du Pavé des Chartres, à Bordeaux, à eu lieu, au milieu d'une nombreuse et élégante assistance, le mariage de M. Albert de Luze, avec Mlle Marie-Antoinette Johnston. Reconnu au hasard :

M. N. Johnston et Madame, née princesse Caradja, M. et Mme Harry et Arthur Johnston, Mme Guesnier, M. et Mme Charles de Luze, marquise d'Escayrac, M. A. Oberkamp, M. et Mme Mlle Hermann Cruse, Mlle Brown, MM. et Mmes F. et Henri Cruse, MM. et Mmes Maurice de Luze, Karl de Luze, Henri et Francis de Luze, Mme Vergne, M. et Mme Georges Guesnier, M. et Mme Fred de Luze, Mme et Mlle d'Oreyro, M. et Mme William Eschaw, M. et Mme Gradi, M. et Mme Raoul Gradi, M. et Mme A. de Beaumont, capitaine et comtesse de Comminges, capitaine et Mme Waddington, commandant et vicomtesse Fleury, marquis d'Arhel, baronne d'Eichthal, baron et baroness Gérard de Montesquieu, comte et comtesse de Rantz, marquis et marquise d'Aguéville, baron et baroness Henri de Montesquieu, comte P. de Lur-Saluces.

## CHARITÉ

Joli Gilles sera joué, vers la fin de ce mois, sur le ravissant théâtre de l'hôtel de M. Mors, le grand électricien, pour venir en aide à l'œuvre patronnée par Mgr Le Nordez pour la construction de la basilique de Jeanne d'Arc.

La pièce sera précédée d'un concert auquel prêteront leur précieux concours la vicomtesse de Trédern, Mmes Reichenberg, Molé-Truffier, Pierson et Marie de L'Isle; MM. Mounet-Sully, Le Lubez, Truffier, le comte Arthur de Gaboris, Gourdou, etc. Ce sera un vrai régal artistique.

On peut se procurer des billets, au prix de 20 ou de 10 francs, chez Mme Reichenberg, dans son hôtel, 11, rue Marguerite.

## DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Leguay, notaire honoraire, ancien juge de paix, décédé à Clamart à l'âge de 79 ans; — De M. Mingot, — De la marquise douairière d'Alisa, décédée à Londres en son hôtel de Pont-street; — Du général de brigade Chevrotin, mort des suites d'une chute de cheval; — De Mme Godard-Fautrier, veuve de l'éminent archéologue, décédée à l'âge de 86 ans; — De M. Hermite, docteur honoraire du barreau de Bordeaux, collaborateur du *Journal de Bordeaux*; — De M. Falkenhayn, ancien directeur de l'agriculture d'Autriche, décédé, hier, à Vienne.

Fozzari.

## L'INCIDENT QUESNAY DE BEAUREPAIRE

L'Echo de Paris a publié hier la lettre suivante :

Messieurs les députés, C'est à vous que je m'adresse au moment suprême, parce que vous êtes les représentants de la nation.

Vous n'avez pas aujourd'hui est sans limites : vous pouvez, par votre vote, sauver le principe de la justice, nous préserver des guerres intestines, relever notre honneur aux yeux de l'étranger.

Je vous invoque, bien que, naguère, votre majorité m'ait frappé. Je n'ai nullement accepté votre jugement, ce passé nous sépare comme abîme.

Vous savez, messieurs, mais à vous, le chapeau bas et la tête haute, parce que tout doit céder au patriotisme.

Vous savez, messieurs, que depuis trop longtemps l'affaire Dreyfus pèse sur le pays comme un cauchemar. Croyance ardente chez les uns, je le veux bien, c'est devenu un prétexte pour beaucoup d'autres. Le nom d'un inconnu condamné par ses pairs, flétri pour le plus grand des crimes, sert aujourd'hui de cri de ralliement. Le vertige s'est emparé des plus calmes, tout est à craindre pour l'honneur de la France.

Je ne me trompe pas, messieurs, car, depuis trois jours que je lutte, je recueille par milliers d'irréductibles témoignages d'approbation, mêlés aux aveux d'iniquité. Vous savez bien, vous, que je ne me trompe pas, car vos électeurs vous ont, sans contrainte, tenu à l'écart.

Il faut mettre fin à l'affaire Dreyfus pour dissiper la panique et apporter l'apaisement dans les esprits. C'est la France entière qui vous supplie de le délivrer. Ma prière à moi n'est rien; je ne suis pas une voix, mais un écho.

Ah ! sans doute, l'œuvre ne peut être entièrement votre ! Puisque la justice a saisi de la question de révision, qui doit tout résoudre, vous devez, comme les autres citoyens, attendre l'arrêt de la Cour suprême.

Mais le droit de contrôle vous appartient. Vous n'ignorez pas que cet arrêt devra porter avec lui une si haute autorité morale qu'il sera impossible de prendre la parole après lui sans devenir un factieux.

Où, si cet arrêt permettait la discussion, on l'attaquerait avec une passion croissante, comme on l'a fait de la sentence du Conseil de guerre, et le pays n'en recueillerait qu'un nouvel élément de discorde.

C'est là que votre droit de contrôle apparaît, non pas au point de vue de l'arrêt lui-même, mais au point de vue des garanties qu'il doit offrir.

Eh bien ! je vous le jure, messieurs, l'arrêt qui se prépare ne peut être accepté par le pays ; il est d'avance frappé de suspicion.

Croyez-en un vieux magistrat à qui vingt-neuf années de service ont donné l'expérience, et qui aime trop la magistrature pour n'avoir pas longtemps réfléchi avant d'accepter ce rôle. Croyez-en celui qui s'est sacrifié pour arrêter le mal dans sa marche !

L'arrêt qui s'élèvera au sein de la Chambre criminelle de la Cour de cassation n'est pas digne de la justice française.

Cette Chambre est divisée. Quelques-uns de ses membres, jusque-là fermes dans le devoir, ont subi l'entraînement de leurs collègues, intimes ou de leurs attaches, ils sont devenus aveugles : ce ne sont plus des juges.

Le Palais de justice tout entier le sait, la rumeur s'est changée en scandale, la vérité déborde.

Les garanties que vous êtes en droit d'exiger n'existent plus.

Messieurs, ne laissez pas rendre un arrêt suspect, ne laissez pas séder des magistrats soupçonnés.

Le ministre — retenu sans doute par un excès de confiance qu'il honore — n'a pas voulu réagir contre ce funeste égarement. Le rapport de M. le conseiller Bard, qui ne pouvait être toléré, n'a pas même été l'objet d'une observation. Le ministre a trouvé bon que la Chambre criminelle fût inconnue, qu'elle fût poussée dans sa voie par un procureur général qui avait mis publiquement la France aux pieds de l'auteur de la *Débacle*, et qui, dans un autre réquisitoire, avait épuisé le lyrisme de son attendrissement en faveur de l'officier condamné par trahison. De telles faiblesses ont été prises pour des encouragements, et ont servi de modèle à d'autres.

La Chambre criminelle n'est plus gardée de mesure, n'ayant plus de frein.

Lorsque, plus tard, à propos d'un incident auquel je me trouvais mêlé, M. le ministre a pris l'initiative d'une enquête, le champ des recherches a été si étroitement limité que ce ne fut plus, à proprement parler, une enquête.

La nécessité s'imposait de savoir tout ce qui se passait à la Chambre criminelle en fait d'irrégularités et de partialité : on ne l'a pas voulu.

J'étais seul. Il m'en coûtait d'insister, car la question portait sur des membres de ma compagnie ; mais je voyais tout perdu, puis-je me taire ?

J'ai donc insisté. On m'en a su mauvais gré. Les grands du monde n'aiment pas les affaires épineuses, on me l'a fait deviner. C'est alors que j'ai quitté ma robe pour défendre l'honneur de la robe.

Le public l'a compris ainsi, puisqu'on m'a écrit de toutes parts que je sauve la dignité de la magistrature au prix de la justice.

Au point de vue d'une enquête étroite et restrictive. Les dreyfusistes alléguent qu'elle a donné de faibles résultats ; tout ce qui m'étonne, c'est que, étant conduite comme elle l'a été, elle ait donné autant. Mais on voit par là ce qu'elle aurait dû être si le champ d'investigation était plus large.

Voilà le mal, qui est profond. Les remèdes proposés sont tous inadéquats. Et cependant, si l'on en croit la presse, qu'a-t-on vu proposer aujourd'hui ? Le ministre maintient la *statu quo*, sauf qu'il fera, à la fin, présider la Chambre criminelle par le premier président.

Ah ! messieurs, jamais un ministre n'aura connus une plus grande erreur ! Revenez, je vous en supplie, un homme du métier, et vous allez voir qu'en acceptant cela vous enlèverez à l'œuvre de justice ses dernières chances.

Comment ! le premier président viendra après l'instruction ? Alors, jusqu'à la fin, les magistrats d'hier poursuivront leur instruction actuelle, dirigée exclusivement contre l'armée, en faveur de Dreyfus et de Picquart ? Ils feront librement jusqu'au bout le procès de tendance, jusqu'à l'heure où la vérité sera faussée d'une manière irréparable ?

On y retrouvera, sans nul doute, MM. Loew et Bani, innocents victimes du gouvernement, alors que les seuls faits de la déposition devaient les faire censurer par la juridiction disciplinaire ?

On n'aura même pas ouvert une enquête sur les agissements de M. le conseiller Dumas, qui sont publiquement soupçonnés ?

Eh ! puis, à la fin de cette irrémissible instruction, bien sûr de son résultat, recevra M. le premier président pour diriger un débat final qui ne pourra porter que sur l'instruction suspecte ! Quel remède, messieurs ! Le premier président serait physiquement au premier, pendant que MM. Bard et autres parleraient leur hébreu devant lui !

On aurait réalisé, de la sorte, le vieil adage que le résultat obtenu serait le marchandage, mais le seul résultat obtenu serait de faire endosser par le chef de l'Etat l'arrêt que la France n'acceptera pas. La magistrature serait un peu plus compromise, le public croirait qu'il a été joué, et nous serions à la veille de la guerre civile.

Non, non ! Vous n'accepterez pas ces petits moyens ! De tel expédient se briserait devant votre patriotique résistance.

Faites plus grand. Vous voyez la plaie, c'est le fer rouge qu'il faut y porter.

Qu'à dater de votre vote la Chambre criminelle, composée, comme elle l'est, ne puisse plus toucher à l'affaire Dreyfus.

Ordonnez une véritable, une solennelle enquête qui pénétrera jusque dans les entrailles de cette tortueuse instruction. S'il existe des coupables dans le sein de la Chambre criminelle, mettez le pouvoir exécutif en état de les écarter, afin que notre magistrature reprenne son prestige séculaire.

Dessaisiez la Chambre criminelle à partir de demain. Ordonnez une enquête judiciaire immédiate. Rien de plus régulier, puisque nous lois admettent la «*suspicion légitime*».

Cela acquis, comme l'affaire ne peut rester en souffrance, établissez par une loi le déplacement de la compétence en attribuant, avec effet rétroactif, la connaissance du procès aux Chambres réunies de la Cour de cassation.

Vous pouvez, assurément, vous arrêter à d'autres combinaisons. Vous n'avez à recevoir de conseils de personnes. Vos décisions, quelles qu'elles soient, seront accueillies avec la confiance qu'on doit aux Français qui protègent la cause française.

J'espère.

croirait qu'il a été joué, et nous serions à la veille de la guerre civile.

Non, non ! Vous n'accepterez pas ces petits moyens ! De tel expédient se briserait devant votre patriotique résistance.

Faites plus grand. Vous voyez la plaie, c'est le fer rouge qu'il faut y porter.

Qu'à dater de votre vote la Chambre criminelle, composée, comme elle l'est, ne puisse plus toucher à l'affaire Dreyfus.

Ordonnez une véritable, une solennelle enquête qui pénétrera jusque dans les entrailles de cette tortueuse instruction. S'il existe des coupables dans le sein de la Chambre criminelle, mettez le pouvoir exécutif en état de les écarter, afin que notre magistrature reprenne son prestige séculaire.

Dessaisiez la Chambre criminelle à partir de demain. Ordonnez une enquête judiciaire immédiate. Rien de plus régulier, puisque nous lois admettent la «*suspicion légitime*».

Cela acquis, comme l'affaire ne peut rester en souffrance, établissez par une loi le déplacement de la compétence en attribuant, avec effet rétroactif, la connaissance du procès aux Chambres réunies de la Cour de cassation.

Vous pouvez, assurément, vous arrêter à d'autres combinaisons. Vous n'avez à recevoir de conseils de personnes. Vos décisions, quelles qu'elles soient, seront accueillies avec la confiance qu'on doit aux Français qui protègent la cause française.

J'espère.

J'aurais pu près de vous le modeste rôle de ce vaillant de nuit qui, autrefois, signalait du haut des murailles l'approche de l'ennemi. Ils étaient le cri d'alarme et s'élevaient, tandis que les chefs de la cité s'armaient pour le salut commun.

Chefs de la cité, pardonnez-moi la rudesse involontaire de mon appel : elle est due à l'émotion qui m'agite. Si vous ne tranchez pas aujourd'hui le nœud gordien, je tremble pour mon pays.

Ma douleur est grande de voir compromettre cette magistrature à laquelle j'ai si longtemps appartenu, mais je me console à la pensée qu'elle sortira purifiée de la crise.

Ma douleur n'est pas moins grande d'avoir vu cinq ou six magistrats oubliés de nos traditions au point de se déclarer adversaires de l'armée.

Ah ! sans doute, les dreyfusistes alléguent qu'ils n'attaquent pas l'armée en attaquant les chefs. Les insensés croient donc qu'en répétant sans cesse aux soldats que leurs chefs sont indignes de les commander on ne ruine pas l'esprit de discipline et de confiance qui, dans la plus grande force militaire ?

Leurs phrases vaines ne tromperont plus personne après votre vote. Vous répondrez que ce qu'ils appellent l'ennemi c'est l'épée de la France !

Pauvres chefs officiers, dont l'uniforme est la parure du sacrifice, qui travaillent avec dévouement à l'œuvre la plus haute qui soit — celle de se préparer à mourir — et qui, demain, si le clairon sonne, iront verser leur sang pour ceux qui les colonisent ! Je les salue, moi, avec admiration. Je prie les soldats que l'armée nationale est respectable par en haut comme par en bas, et si j'ai pu contribuer à la venge de l'outrage, je ne regretterai pas d'avoir payé si cher mon indépendance.

Messieurs les députés, écoutez la voix d'un bon citoyen.

QUESNAY DE BEAUREPAIRE.

## NOTES D'UN PARISIEN

Nous avons eu, dans le temps, l'histoire du pauvre Bidaire qui avait été fusillé deux fois. Nous avons, maintenant, l'aventure de Vacher qui, même après sa mort, continue d'être exécuté. Les savants se sont emparés de sa tête, et ils en ont pris chacun un petit morceau pour l'étudier, le soir, à domicile. Rien n'est agréable comme ces distractions-là dans une famille : elles charment la vie d'intérieur.

On peut même inviter des amis : on fait devant eux de petites expériences sur la tête du guillotiné. Cela remplace avantageusement le théâtre.

Le diable, après, est de reconstituer cette tête éparse aux quatre vents. Ainsi, pour Vacher, l'un des médecins avait pris le côté droit du cerveau, un autre le côté gauche, un troisième la boîte crânienne, un quatrième la mâchoire, tous objets de première nécessité pour l'existence. On a renvoyé tout cela, par colis postal, au médecin en chef chargé d'établir le rapport définitif. Car ces petits jeux de société vont se terminer par un rapport. Un scélérat, quand il a été exécuté, est en règle avec la société, mais il n'est pas encore en règle avec la science. Il est vrai que lorsqu'on a passé par la guillotine on doit envisager froidement le scalpel ou le bistouri.

Vacher est donc très au-dessus de ces misères, mais il n'est pas défectueux de devenir quelques réflexions, s'il était en état d'en formuler. On se donne un mal à en faire, après sa mort, pour savoir si oui ou non il était fou. Je ne sais à quel point le rapport, car il paraît qu'il n'est pas très commode à établir. Il ne faudra pas moins, en effet, de quatre ou cinq semaines pour le publier. Il est fort possible qu'à ce moment-là la science proclame solennellement que Vacher était fou. On serait donc forcé de reconnaître qu'on a eu tort de le guillotiner. Cela ne lui rendrait pas sa tête, évidemment, mais cela lui ferait, comme on dit, une belle jambe !

E.

## LA DELVOLINE

A propos de la circulaire adressée récemment aux coiffeurs parisiens par la Préfecture de police, nous signalions hier l'apparition d'une nouvelle lotion, établie scientifiquement, pour les soins quotidiens de la chevelure, et qui, précisément, avait pour but de remplacer les produits signalés comme dangereux par le Comité d'hygiène. La Delvoline, qui prévient et arrête la chute des cheveux, se trouve, au prix de cinq francs, chez la pharmacie Delvalle, 53, rue de Prony, et à la Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

## A l'Etranger

Une solution de la crise anglaise

Nous avons dit qu'après les manifestations de leur mauvaise humeur les Anglais seraient forcément amenés à instituer une discussion sur les matières litigieuses qu'ils ont à traiter avec la France. Ce pas est à moitié franchi. Les journaux les plus considérables de Londres, en effet, notamment le *Morning Post* et le *Standard*, organes conservateurs qui redoublent avec plus ou moins de fidélité la pensée du cabinet dirigeant, ont déjà indiqué, d'une façon suffisamment explicite

patriotes, je vous salue respectueusement et vous serre cordialement les deux mains.

Des applaudissements retentissent, on crie longuement : « Vive l'armée ! »

Pendant que les tirailleurs sénégalais sont conduits en voiture à la caserne des Incurables, l'adjudant de Pradt et le sergent Bernard montent en landau avec les capitaines des Mazis et de Bonavita, major de la garnison, pour se rendre à l'hôtel de la division, auprès du général Metzinger, auquel ils ont voulu faire leur première visite.

La réception, très cordiale, ne dure que quelques minutes et de Pradt et Bernard se rendent à l'hôtel de Marseille où des appartements leur ont été réservés par les soins de la municipalité. Le détail est à noter. Cette municipalité d'une nuance plutôt socialiste avait, en effet, voté la veille une décision pour prendre à sa charge :

Les frais de séjour des compagnons du commandant Marchand et les dépenses que l'autorité militaire croirait devoir faire dans le but de procurer quelque bien-être supplémentaire aux soldats de la mission.

A dix heures à peu près, au Cercle militaire, la réception officielle des rapatriés. Une foule nombreuse les salue, à leur passage, de vivats enthousiastes. On crie : « Vive l'armée ! Vive la France ! » Il y a, sur la Cannebière, plusieurs milliers de personnes.

Au cercle sont tous les officiers et les sous-officiers de la garnison, les généraux Metzinger, de Forzans, de Benoist, les intendants Baratié, Mallarmé et Stopfner ; le préfet est également présent. Les Sénégalais sont tout heureux de se trouver en aussi bonne compagnie et la joie se reflète sur leurs physionomies intelligentes.

Le général Metzinger se lève et il prend la parole en ces termes :

Mes chers camarades,

La population et la garnison de Marseille sont heureuses et fières d'être les premiers à vous saluer.

Vous et vos valeureux compagnons, vous avez montré ce dont étaient capables des soldats français exaltés par leur amour pour la patrie, soutenus par leur esprit militaire et leur confiance dans leur chef.

Fatigues, privations de toutes sortes, dangers de tous les instants, rien ne vous a arrêtés. Malgré tous les obstacles, vous êtes arrivés au but.

A bon droit, vous êtes fiers de votre œuvre. Qu'importe le résultat matériel ? La France a, en Afrique, un assez vaste domaine pour pouvoir faire des sacrifices à la paix et à la conciliation. L'essentiel lui reste.

Ce que nulle force ne peut lui enlever, c'est la gloire que vous avez acquise, c'est la confiance qu'inspire à tous l'héroïsme dont vous avez fait preuve, c'est la superbe exemple que nous donnent votre courage indomptable et votre inlassable énergie.

Vous avez victorieusement montré qu'il y a d'autres mobiles que la recherche de la puissance et de l'argent. Votre héroïsme, puisé aux sources du plus pur et du plus ardent patriotisme, a ramené le drapeau que des mains sacrilèges tentent d'ébranler. Vous avez honoré l'armée et la France. La France et l'armée s'honorent en vous prouvant leur reconnaissance.

De chaleureux applaudissements accueillent ces vibrantes paroles. Le préfet, M. Floret, prononce ensuite quelques mots de compliment et il termine ainsi :

Je salue en même temps avec le même respect sympathique ceux de leurs camarades qui sont encore en Afrique, et je le fais d'autant plus volontiers que nous avons ici, au milieu de nous, l'intendant Baratié, le père de l'un des plus vaillants compagnons de Marchand.

De nouveaux vivats retentissent dans le cercle. Puis les rapatriés paraissent au balcon, entourés par les généraux et les officiers, et la foule leur fait une ovation prolongée. A la sortie, ils sont l'objet d'une manifestation enthousiaste.

Il en a été de même à l'hôtel de Ville où le maire, M. Flaissières, a reçu les deux membres de la mission.

Les sous-officiers de Pradt et Bernard ont terminé la soirée au Grand-Théâtre, où l'on jouait la *Bohème*. A leur entrée dans la loge que le général Metzinger avait mise à leur disposition et au moment où le rideau tombait sur le deuxième acte, une magnifique ovation leur a été faite par la salle archibondée. L'orchestre a dû jouer la *Marseillaise*, aux acclamations de la salle, et les cris de « Vive l'armée ! Vive Marchand ! » se sont fait entendre pendant cinq minutes.

Les Sénégalais sont partis pour Bordeaux et s'embarqueront par le paquebot en partance pour le Sénégal. De Pradt et Bernard partent aujourd'hui pour Paris.

\*\*\*

Il était intéressant de savoir, par ces deux sous-officiers, comment s'était opé-

rée à Fachoda la transmission des pouvoirs, au moment du départ des nôtres. Voici ce que les rapatriés ont raconté :

Le commandant Marchand est parti de Fachoda le 11 décembre, à huit heures et demie du matin, par ses propres moyens, c'est-à-dire à bord du *Faidherbe*, suivi de sa petite flottille de chalands, dans la direction du Sobat qu'il doit remonter le plus loin possible. Au départ, les honneurs ont été rendus par la garnison française seulement, Marchand ayant décliné les honneurs offerts par l'armée anglo-égyptienne.

Le drapeau français a été amené à huit heures. Les Français seuls y assistaient. Quand la colonne est passée devant le camp égyptien, le commandant anglais Jackson-bey a fait rendre les honneurs par les troupes qu'il commandait. Quelques heures auparavant, le commandant Jackson-bey avait offert au commandant Marchand l'étendard de l'émir Ibrahim que nos troupes avaient combattu sous Fachoda.

Dès que la flottille est disparue, le commandant anglais prit possession de l'ancienne citadelle de Fachoda, que les Français avaient eu le temps de fortifier et de mettre en état de défense. On aurait pu résister sérieusement. Le drapeau anglais fut aussitôt hissé à côté du drapeau égyptien, sans aucun éclat, sans aucune cérémonie. Il est évident que les Anglais ont voulu ménager l'amour-propre et aussi la douleur des malades qui étaient laissés à Fachoda. En un mot, au dire de Pradt et de Bernard, les soldats anglais se sont montrés très corrects et pleins de prévenances ; il convient de leur rendre cette justice.

Le détachement séjourna jusqu'au 22 à Omdurman où il fut reçu par le major de la garnison qui lui montra beaucoup d'égards. Les officiers et sous-officiers anglais leur avaient préparé plusieurs réceptions. Dans l'une d'elles la *Marseillaise* fut chantée par les soldats anglais en l'honneur de leurs hôtes qui, pour ne pas demeurer en reste, entonnèrent le *God save the Queen*.

Le 23, on partit à bord du bateau postal *Akashic* pour Albara où on arriva le 25. Le chemin de fer transporta le détachement à travers le désert de la Nubie, et le 27, il arrivait à Ouadi-Alfa.

Le 28, les rapatriés quittaient Chel-Al et arrivaient le 29 au Caire. En passant à Lougour, l'adjudant de Pradt trouva un télégramme du ministre de France au Caire, l'invitant à y faire un séjour. L'adjudant profita de cette invitation, car le détachement était très fatigué. Les soldats français furent très bien traités par M. Pagnon, un de nos compatriotes, directeur de l'hôtel de Lougour, qui les entourait de soins, et par M. Legrain, inspecteur des antiquités.

Le détachement arriva ainsi le 3 janvier au Caire, complètement rétabli et remis de ses fatigues.

On savait déjà par les récits du capitaine Baratié combien avait été dur le voyage de la mission, dans le Bah-el-Ghazal. L'adjudant de Pradt n'a pu que confirmer ces témoignages. La traversée de cette région dura quarante-deux jours, pendant lesquels c'est à peine si l'on put coucher à terre une dizaine de fois ; le reste du temps, on dut le passer à bord des petites embarcations dont on disposait.

Toutes les privations imaginables furent alors imposées à nos soldats. Et pourtant, jamais ils ne désespérèrent.

Intérim.

## La Bourrasque d'hier

Le vent qui, toute la journée, avait déjà été très violent, a pris hier soir les proportions d'une véritable bourrasque.

En de nombreux endroits, des tuiles, des ardoises ont été enlevées des toitures, des persiennes arrachées de leurs gonds. Dans les squares et les jardins, beaucoup d'arbres ont eu des branches cassées. Dans le jardin de l'Observatoire, un gros peuplier a été déraciné et est venu tomber devant le n° 45 du faubourg Saint-Jacques, causant une vive panique, mais heureusement ne blessant personne.

A huit heures, la palissade placée devant le ministère de la marine a été renversée et est tombée sur le trottoir, blessant deux ouvriers.

A la même heure, le drapeau qui se trouve, 46, quai des Orfèvres, à la porte du service de la Sûreté, a été enlevé et emporté on ne sait où. La marquise du café du Barreau s'est effondrée, et les éclats de verre ont blessé un consommateur, au front, et le patron du café, au-dessus de l'œil.

Sur la rive gauche, un grand nombre de cafés ont subi des dégâts plus ou moins importants.

Mais l'accident le plus grave s'est produit aux chantiers des travaux d'agrandissement de la gare de Lyon. On a édifié là une immense construction en bois qui recouvre toute la partie nouvelle de la gare, et sous laquelle on exécute la toiture définitive. Le vent, s'engouffrant sous la charpente, l'a soulevée, ébranlée, des poutres ont cédé, des planches sont tombées, et on a pu redouter, un instant, l'écroulement de toute la construction. La station des voitures, dans la cour d'arrivée de la gare, a été immédiatement supprimée, et M. Lubin, architecte de la circonscription, est venu prescrire les mesures nécessaires, ainsi que MM. Legrand, entrepreneur des travaux de maçonnerie ; Lacroix, conducteur des travaux ; Morhard, ingénieur, et Picard, chef de l'exploitation.

A minuit et demi, la construction était encore debout, et on pouvait espérer qu'elle se maintiendrait. Mais la chute des planches et des vitres continuait.

Les voitures stationnant dans la nouvelle rue de Bercy et un service d'ordre empêché d'accéder à la cour d'arrivée, ont dû faire un détour par cette rue.

La cour du départ n'est nullement touchée par l'accident.

Georges Grison.

## NOS GARDES RÉPUBLICAINES

Pendant que les gardiens de la paix continuent à inspirer au peuple de Paris une certaine méfiance, les gardes républicains n'ont, eux, jamais cessé d'être entourés de la sympathie générale.

Peut-être ne les admire-t-on que parce qu'ils sont à cheval. On leur sait gré d'avoir su si bien dresser leurs bêtes. On les aime à cause du mal qu'ils pourraient faire, et qu'ils ne font pas.

Vrais soldats, ils sont restés nomades. A tout bout de champ, on les déplace ; on les déloge d'une caserne pour les mettre dans une autre. Récemment encore on les expulsait d'un des quais empruntés par la nouvelle ligne d'Orléans. Ils ne se plaignent jamais. D'après la loi, ils devraient être logés dans les casernes. Ils sont trois mille. Or, mille seulement demeurent auprès de leurs chevaux, à même de répondre immédiatement aux ordres de leurs chefs. Il faut, en cas de besoin, aller chercher à domicile ceux des mille autres qui logent en ville et dont le concours est nécessaire.

Cette situation va changer, et c'est pourquoi les gardes républicains rentrent aujourd'hui en pleine actualité.

Ils dépendent, on le sait, du ministre de la guerre, du ministre de l'intérieur, du préfet de police, du président du Conseil municipal.

Leur budget, qui est de six millions par an, est payé moitié par l'Etat, moitié par la Ville. C'en est assez pour que l'Etat et la Ville soient toujours en querelle. Au dire de cette dernière, le premier est le plus terrible des associés : il tire sans cesse la couverture à soi.

Ainsi voilà vingt-six ans que le préfet de police demande, pour y installer ses bureaux, la caserne de la Cité où logent le secrétaire général de la Préfecture de police, le Laboratoire municipal, etc. Pour que cette caserne fût disponible, il faudrait qu'on en construisît une autre pour les gardes républicains. M. Achille, le conseiller municipal chargé de faire un rapport sur la question, espère enfin la résoudre.

Présentement, il y a pour nos gardes huit casernes : celles de la Cité, du Petit-Musc, des Célestins, de la Banque de France, Schomberg, Mouffetard, Napoleon et Tournon.

C'est à la caserne des Célestins qu'est le grand manège auquel les Parisiens doivent leur sécurité. On y dresse les chevaux à la douceur, et rien même n'est plus drôle.

Au milieu du manège, des soldats font « la foule ». Ils sont étroitement groupés et poussent des cris divers. Alors d'autres gardes — ceux-ci à cheval — s'élancent sur leurs camarades, mais retiennent les bêtes à temps. Puis ils se retournent et, du derrière de leurs chevaux, repoussent doucement « la foule ».

Ces exercices amusent fort les soldats, mais ont une singulière conséquence. A l'écurie ou dans la cour, les chevaux que

l'on croit inoffensifs sont parfois terribles. Ils ont la nostalgie de « la foule ». Il leur faut du monde, des cris autour d'eux, derrière eux surtout. Alors ils se calment.

Hier, à la caserne de la Cité, il y avait un cheval qui se cabrait. Un garde s'est mis derrière lui et l'a frappé comme eût pu faire une foule effrayée qui eût essayé de le repousser. Soudain, l'animal est devenu sage comme une image.

Qu'espère obtenir M. Achille ?

L'autorisation de terminer la caserne des Célestins et celle de construire une autre caserne sur des terrains voisins du Petit-Musc. On pourrait alors loger tous les gardes.

Mais on ne se doute pas des complications qu'il faut écartier pour arriver à ce résultat.

Ainsi la caserne Napoléon, qui est estimée 8 millions, a été construite par l'Etat sur un terrain de la Ville.

Celle-ci veut que l'Etat lui abandonne le terrain.

En revanche, les vingt et une casernes d'octroi, bâties sur des terrains de l'Etat, appartiennent à la Ville.

L'Etat veut qu'elle lui abandonne les constructions.

Après cela, on s'entendra.

Les choses paraissent simples, mais rien ne marche tout seul, quand il faut satisfaire à la fois la guerre, l'intérieur, la police et la Ville, sans compter le colonel de Quincy qui s'occupe avec un soin vraiment paternel de ses trois mille gardes.

M. Achille, chargé du rapport de la garde républicaine, serait joliment content de lui donner bientôt une bonne nouvelle. Il se donne assez de mal pour que le résultat ne tarde point.

Charles Chincholle.

## DANS L'ARMÉE

Au moment où la situation faite aux officiers de réserve donne lieu à une agitation qui paraît devoir être féconde, les chefs de l'armée s'efforcent de témoigner leur sympathie à ces modestes serviteurs dont le concours sera indispensable aux jours du danger.

Dans toutes les villes de garnison, les commandants d'armes, et, dans les chefs-lieux de région, les commandants de corps d'armée, ont remis les décorations décernées à ces officiers à l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier, en même temps qu'on les remettait aux officiers de l'armée active.

A Paris, où il était malaisé, en une telle saison, de réunir toute la garnison, le général Zurlinden a fait mieux encore : il a ordonné une cérémonie spéciale en l'honneur des nouveaux légionnaires, et a remis les croix devant les drapeaux, les musiques et deux bataillons des 39<sup>e</sup> et 117<sup>e</sup> d'infanterie, placés sous les ordres du colonel Proust, du 39<sup>e</sup>.

Le temps, malheureusement, n'a pas favorisé cette petite fête militaire. Une pluie froide n'a cessé de tomber ; cependant, de nombreux officiers de réserve, membres de la Légion d'honneur, tenant à témoigner leur camaraderie, sont venus aux Invalides, où la cérémonie devait avoir lieu.

La grande cour d'honneur avait son aspect des grands jours. Sous le pavillon, orné de la statue du « Petit Caporal », les troupes étaient alignées ; de chaque côté des galeries se tenaient les musiques.

Le général Arnoux, commandant des Invalides, en grande tenue, a reçu le général Zurlinden quand, à dix heures précises, le gouverneur s'est présenté, accompagné des généraux Borius, commandant supérieur de la défense ; de Pellieux, commandant la place de Paris, et Perboyre, chef d'état-major. Tous les officiers de l'état-major du gouverneur étaient également présents.

Les tambours et les clairons ont battu et sonné aux champs, les musiques ont joué la *Marseillaise*, le gouverneur est rapidement passé sur le front des troupes et la cérémonie a commencé selon la formule habituelle. Sauf le général Cabré, indisposé et qui n'a pu recevoir la croix de commandeur, tous les officiers nouvellement promus dans la Légion d'honneur étaient présents.

Après avoir attaché la cravate de commandeur au cou du lieutenant-colonel comte Beugnot, de l'armée territoriale, à qui il a donné l'accolade, le général Zurlinden a attaché la rosette d'officier sur la poitrine de :

MM. Giovanna, commandant d'infanterie territoriale, et Pigeat, commandant en retraite.

Le ruban de chevalier a été remis à :

MM. Théault-Dubreignon, commandant

de cavalerie territoriale ; Thil, commandant d'infanterie territoriale ; d'Herbault de Beaufort, commandant d'infanterie territoriale ; Wallet, commandant d'infanterie territoriale ; Arnould, sous-intendant du cadre auxiliaire ; Nicolle de Long-Pray, Du Plessis d'Argenteuil, et Coste de Champeron, capitaines de cavalerie territoriale ; Laurent, Legrand, Mortier, Bray, Hallouin et Mézières, capitaines d'infanterie territoriale ; Le Hérisse (député d'Ille-et-Vilaine), capitaine de cavalerie de réserve ; de Kinkelin, lieutenant d'artillerie territoriale ; Menage, lieutenant d'infanterie de réserve ; Deriequebourg, lieutenant de cavalerie territoriale, et Pastries, adjoint du génie territorial.

Quand le gouverneur eût donné l'accolade à M. Pastries, il est allé se placer, avec son état-major et les officiers de réserve, sur l'un des côtés de la cour, et les troupes ont passé devant lui.

Après le défilé, le général Zurlinden a invité les nouveaux légionnaires à venir prendre un verre de punch dans l'un des nouveaux salons de son hôtel. Ce fut en quelque sorte l'ouverture officielle des pièces de réception dans lesquelles le Tout-Paris militaire et mondain sera bientôt invité. Le gouverneur a porté la santé des officiers de la réserve et de l'armée territoriale, c'est-à-dire, a-t-il dit, « de l'armée nationale tout entière, dont les formations de réserve sont parties intégrantes. »

Les paroles du général Zurlinden ont produit une excellente impression sur les auditeurs, elles ne seront pas moins bien accueillies par leurs camarades heureux de ce témoignage de haute sympathie donné par un des chefs les plus éminents et les plus autorisés de l'armée.

Ardouin-Dumazet.

## LE MALT KNEIPP

En notre siècle de surmenage et de lutte à outrance, où chacun de nous a besoin de se fortifier, il est certain que l'on ne devrait jamais prendre un excitant tel que le café qui ruine rapidement l'organisme, surexcite le système nerveux, et amène trop souvent des troubles digestifs, bientôt suivis de constipation.

Tendons bien qu'il serait pénible de se priver totalement de café, soit pour le petit déjeuner du matin, soit après le repas, et je ne conseillerais pas un procédé aussi radical, alors qu'il suffit, pour obtenir un café délicieux et vraiment digestible, de le mélanger par moitié avec le Malt Kneipp.

Votre café n'y perd rien en arôme et vous y gagnez en économie, car le Malt Kneipp est un prix peu élevé, quant à votre santé, vous ne tarderez pas à la voir se relever progressivement, vos douleurs d'estomac disparaîtront, votre sommeil sera plus calme et votre cerveau plus libre, car vos nerfs se débarrasseront sous l'influence de cet excellent mélange.

Le Malt Kneipp se trouve dans toutes les épiceries, mais il faut éviter la contrefaçon et demander les paquets blancs et bleus portant le portrait de Kneipp et l'adresse du siège social, 66, boulevard Sébastopol, à Paris.

Pur, avec le lait, le Malt Kneipp forme le meilleur déjeuner du matin.

Docteur X...

## A la Bourse du Travail

On se rappelle la grève qui, à la fin de décembre, faillit fermer les principales maisons d'épicerie de Paris. Le sang-froid des patrons, quelques sacrifices faits par les plus puissants d'entre eux, la fermeté de la police sauvèrent la situation durant les fêtes de Noël et du premier de l'an.

Néanmoins, s'il y a eu trêve, la paix n'a pas été signée !

On va voir à quelles conditions elle le sera.

Il y a à Paris 5,137 patrons épiciers, dont 1,337 opèrent en famille. Les 3,800 autres occupent 12,000 employés. Ce sont ces derniers qui veulent voir leur situation améliorée.

Ils ont tenu hier, à la Bourse du travail, deux réunions.

Pour la première, ouverte à deux heures et demie, ils avaient convoqué les patrons. Cinquante seulement sont venus. On n'a même pas constitué de bureau.

Dans la deuxième, ouverte à dix heures du soir, on devait rendre compte de ce qui s'était passé avec les patrons. On s'est contenté d'exposer les derniers desiderata dont on exige la réalisation :

- 1° La journée de travail ne doit pas dépasser dix heures ;
- 2° Les employés auront congé complet un dimanche sur deux et, l'autre dimanche, ne travailleront que jusqu'à midi ;
- 3° Les amendes seront supprimées ;
- 4° Le syndicat de la Bourse du travail

sera le seul intermédiaire entre les patrons et les ouvriers.

Dans cette réunion du soir, les quatre desiderata ont été énergiquement maintenus.

Toute la corporation est convoquée pour demain samedi.

On étudiera alors les mesures à prendre pour gagner pacifiquement la victoire ou pour recommencer, de façon plus sérieuse, la tentative de Noël dernier.

Henri Hamoules

## Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes signalées par le *Figaro* : De Poissy, pour Marie Touzé, 5 francs. — P. R. F. (pour Mme veuve Jeandelle, 20 francs ; pour M. Abat, 30 francs), 50 francs.

ENCORE UNE MAISON QUI S'ÉCOULE

On a bien craint, hier matin, de voir se reproduire, rue Beaubourg, une catastrophe analogue à celle de la rue des Apennins. Seulement, cette fois, au lieu d'une maison neuve, c'est une maison qui tombe de vétusté. Elle est située à l'angle des rues Beaubourg et des Gravilliers, portant le n° 80 sur la première rue et le n° 62 sur la seconde. Elle appartenait à M. Larssonneau, qui demeure 29, rue des Cloys, à Montmartre.

Le rez-de-chaussée de cette maison était occupé par une boutique de charcuterie, appartenant à M. Hérisse, qui avait cédé son fonds, le nouveau propriétaire voulut faire remettre la devanture à neuf.

C'est au cours de cette réparation que les ouvriers se sont aperçus que le pilier central qui soutient la façade était lézardé. La lézarde, qui allait du premier au rez-de-chaussée, avait vingt centimètres de largeur.

M. Doray, commissaire de police, fut aussitôt prévenu, et de concert avec lui M. Sellier, officier de paix, plaça des agents pour interdire l'accès de l'immeuble qui menaçait ruine.

Pendant ce temps, M. Godin, architecte du propriétaire, faisait élever un pilier nouveau en briques, pour remplacer celui qui venait de s'écrouler.

M. Doray a fait évacuer la maison. Voici les noms des locataires : Mme Bouvart, blanchisseuse, ayant une boutique à côté de celle du charcutier ; M. Muller, M. Jouron et son fils ; M. Bourgeois et sa famille, composée de quatre personnes, habitant le premier étage ; Mme veuve Cagnon et sa famille, trois personnes ; la famille Gelay, cinq personnes ; M. Piclay, célibataire.

Parmi ces personnes, plusieurs ont été demandées asile à des parents ou à des amis ; huit ont été logées à l'hôtel, par ordre du commissaire de police, en attendant que les réparations soient suffisamment avancées pour qu'elles puissent rentrer dans la maison sans danger.

M. Bunel, architecte de la préfecture, est venu sur les lieux et a fait étayer la maison.

Le service de police continue aux abords. Les personnes qui ont affaire dans la rue ne peuvent circuler qu'accompagnées par un gardien de la paix.

LE CRIME DE LA RUE PIERRE-LEROUX

L'instruction de M. Lemerrier a subi hier un lapsus d'arrêt ; aucun des assassins de Mme veuve Joly n'a été interrogé.

Le service de la Sûreté continue ses investigations relativement à certains crimes ou tentatives de meurtre dont les auteurs restent introuvables, et auxquels Burgert et Martin ne seraient peut-être pas étrangers.

Il est, en tout cas, certain que, depuis plus de deux mois, ces précoques criminels cherchent un « bon coup à faire ». Ils veulent se procurer de l'argent à tout prix. Ils tentent diverses opérations qui ne réussissent pas, et faillissent même se faire pincer à Montmartre.

Trois ou quatre jours avant l'assassinat de Mme Joly ils se rendirent chez une vieille rentière, bien résolus à la voler et même à la tuer si elle criait. Heureusement, pour elle, la vieille dame avait à sa porte une chaîne de sûreté. Elle entrebâilla donc simplement l'huis ; les jeunes bandits poussèrent alors de toutes leurs forces, mais la chaîne était solide et ne se rompit pas.

Effrayés par le bruit qu'ils avaient fait, ils se sauvèrent à toutes jambes. Ce n'est qu'après dix minutes d'investigation que l'on put par la peur qu'elle avait ressentie que la rentière fit prévenir des agents. Il était, hélas, trop tard !

Un jeune homme se présentait, hier matin, au bureau de M. Archer, commissaire de police du faubourg Montmartre, et lui disait :

— Monsieur mon oncle, M. B... Agé de soixante-dix ans, habitant la Savoie, s'est marié, il y a quelque temps, avec une jeune femme de vingt-deux ans. Ces jours derniers, elle a profité d'une absence de son mari pour prendre tout l'argent qui se trouvait à la maison et elle s'est sauvée avec un amoureux. On ne savait plus où elle était. Moi, je l'ai rencontrée ici, à Paris, sur le boulevard. Alors j'ai averti mon oncle ; il m'a envoyé sa procuration et je viens vous demander de constater l'adultère.

Un peu interloqué par cette réquisition d'un genre nouveau, M. Archer essaya de faire comprendre au jeune Savoyard qu'il lui

nous sommes dans la magistrature ! Telle femme de militaire, au ton bref, indigne, de même sorte, la manière de son milieu.

Et, tandis que les épouses arrogantes tiennent leur rang avec solennité, les maris, souvent poussés par les intrigues de leurs femmes et devant leur situation à leur diplomatie, se tiennent muets et tristes, comme des écoliers sous la férule. Tel magistrat, ayant pris l'habitude de sourire toujours, pour se donner un air finaud, à l'air mélancolique d'un homme qui a dû s'arracher à l'atrait des souffrances de cuisine pour venir figurer au cercle de sa femme, et lance des regards sorniois vers les bonnettes qui passent en tablier blanc. Tel militaire semble guetter le moment propice pour s'évader vers son biter.

Quelquesfois aussi, Jeanne et Pierre s'approchaient du tennis. Le cabotinage de certains sportsmen les réjouissait. Ils s'amusaient de voir les Tartarins de la raquette, tout faux de leur chic britannique, parader sous les regards charmés des femmes. Un parleur ravi contemplait leurs bondissements, leurs souplesses, s'émouvait de leur vigueur. On applaudissait à leurs prouesses et ils avaient des sourires fats, comme des témoins qu'on acclame.

D'ailleurs, nos amoureux gaspillaient peu de minutes à ces passe-temps caustiques. Chaque fois, le contraste entre ces banalités et leur vie ardente leur faisait mieux sentir le charme de leur intimité et ils s'y réfugiaient avec plus d'ivresse. Avec quelle joie ils retrouvaient la grâce paisible de leur châteté rose dans sa verte ceinture de feuillage ! Ils n'allaient au parc que pour se donner une conscience plus nette de leur félicité.

Georges Lecomte.

(La suite à demain.)

Feuilleton du FIGARO du 13 Janvier 1899

15

## SUZERAINES

ROMAN CONTEMPORAIN

DEUXIÈME PARTIE

II

— Suite —

Au retour d'une promenade en forêt, lorsque, pendant de longues heures, ils s'étaient réjouis de l'odeur des chênes et des pins, du bruissement des feuilles, si doux à leurs rêveries, qu'ils avaient longtemps écouté la caresse cristalline de l'eau

POUDRE OPHELIA HOUBIGANT, 12, Faub. St-Honoré

PAR L'**ÉLIXIR DE ST-VINCENT DE PAUL**

*Seul Produit autorisé spécialement.*

Pour Renseignements, s'adresser chez les  
**SOEURS de la CHARITÉ, 105, Rue Saint-Dominique, Paris.**

